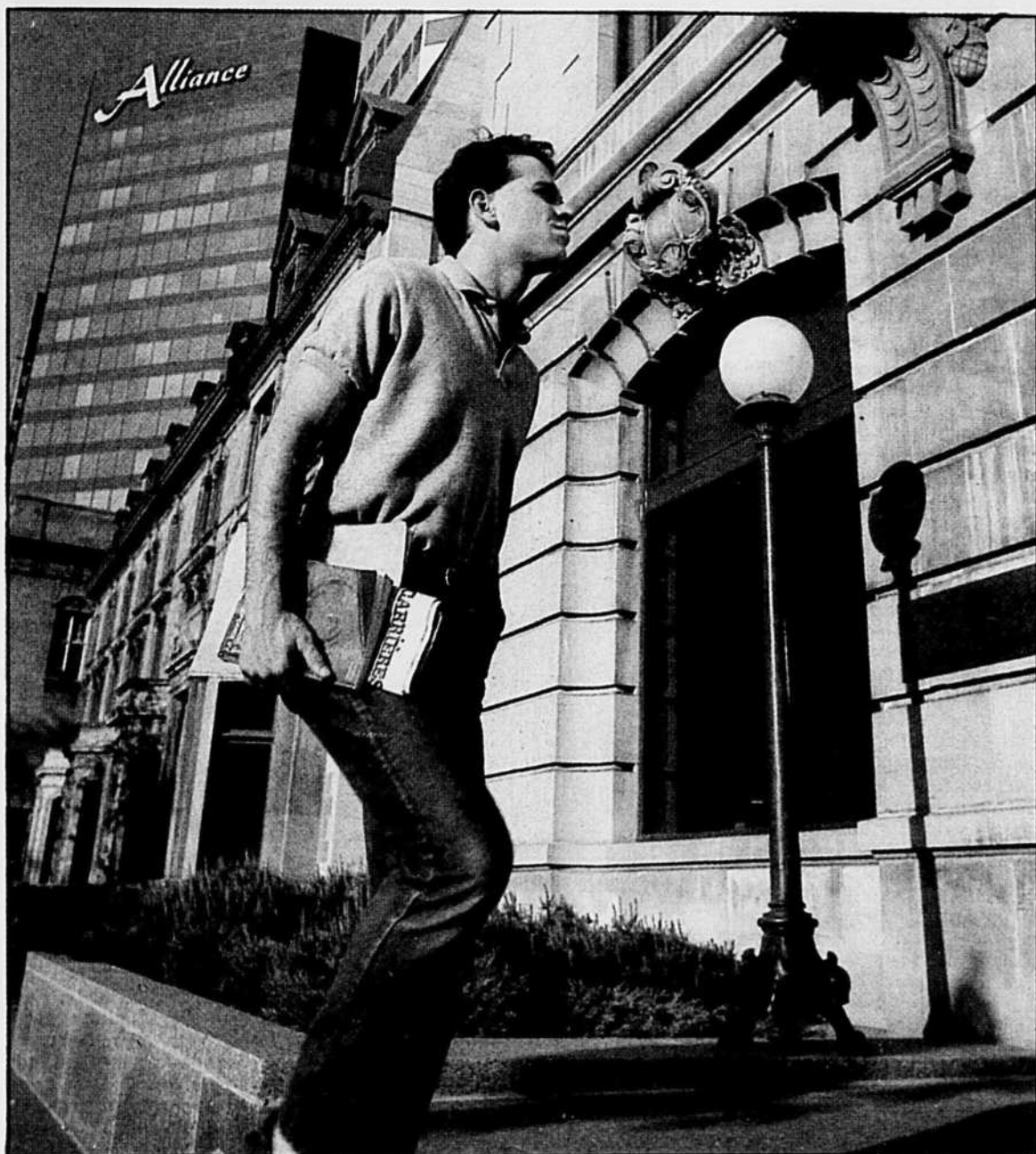




Une entrevue avec Guy Rocher

Il faut rééquilibrer les champs d'apprentissage

Jeanne Morazain

EN 1964, la Commission Parent remettait son rapport. Elle avait rempli le mandat que lui avait donné le gouvernement Lesage, d'évaluer le système d'enseignement québécois et de faire les recommandations nécessaires pour lui faire faire « sa » Révolution tranquille. Au centre de cette réforme de l'école, du primaire au collégial, une notion fondamentale, celle de la polyvalence. Une polyvalence qui, depuis 25 ans, a fait couler beaucoup d'encre. On a accusé nos polyvalentes et nos cégeps, ces collèges où sont intégrés l'enseignement général et professionnel, de tous les maux. Leurs malheurs ont permis aux institutions privées auxquelles ils s'étaient d'abord substitués de refaire surface et de retrouver tout leur panache d'antan.

Le sociologue Guy Rocher, commissaire de la Commission Parent, maintenant professeur-titulaire et chercheur au Centre de recherche en droit de l'Université de Montréal, a réévalué ce concept de la polyvalence et son application sub-

sequente. Guy Rocher ne renie pas le concept mis de l'avant par la Commission Parent, loin de là. Il croit cependant que cette « polyvalence a été trahie. On a refusé en fait de faire l'expérience de sa réalisation ». Cependant, tout n'est pas noir dans le bilan qu'il dresse des 25 dernières années.

Au début de la décennie 60, la population québécoise était la moins scolarisée de tout le Canada. Pour s'attaquer à ce problème des décrocheurs — qui ne portaient pas encore ce nom — la Commission Parent suggère de hausser jusqu'à 18 ans l'âge de la scolarité obligatoire. « Il fallait en même temps être réaliste, précise Guy Rocher, et prévoir que les jeunes pourraient continuer leurs études jusqu'à cet âge soit à temps plein, soit à temps partiel. Nous inspirant des modèles anglais et allemand, nous affirmions que cette scolarité obligatoire devait être une responsabilité partagée par l'école et par le marché du travail, c'est-à-dire les employeurs et les syndicats ». Déjà donc, la Commission Parent mettait le Québec sur la voie des programmes études-travail, que les anglais appelaient des « sandwich courses thick of thin », des congés

Voir page 2: Rocher

Les multiples défis du système scolaire dans les années 90

EN ÉDUCATION, comme dans le monde de la santé, on vit des urgences, mais, en même temps, des problèmes chroniques. L'urgence, pour le moment, c'est l'envol de la réforme de l'enseignement professionnel; les problèmes chroniques, ce sont les diverses formes de pauvreté auxquelles doit répondre notre système scolaire.

À l'heure du libre-échange, les pressions se font grandissantes dans le monde des affaires: les ouvriers spécialisés, les techniciens font gravement défaut. Au point que le chômage s'explique, pour une bonne part, par l'incapacité de combler des postes pourtant disponibles.

Nos collaborateurs ont vérifié comment le système tente actuellement de répondre au défi de la réforme du secteur d'enseignement professionnel qui, depuis dix ans, est en chute libre. Jeanne Morazain montre comment la valorisation sociale des

mathématiques et des sciences a amené une nouvelle hiérarchisation des savoirs: les métiers et les techniques ont été les perdants. Le phénomène de la douance participe à ce même mouvement social.

Louise Jacques et Anne Pélouas sont allés, de leur côté, vérifier sur le terrain les efforts des écoles et des collèges pour sortir de la crise. Ils s'y passent, constatent-elles, des bouleversements importants qui impliquent aussi bien les jeunes que les adultes.

Mais pendant ce temps, l'école continue de vivre ses problèmes chroniques. L'un d'entre eux apparaît, cette année, dans une lumière plus crue: l'analphabétisme. Ce problème, du reste, a des liens très étroits avec la formation professionnelle.

Le phénomène du décrochage scolaire retient aussi l'attention: on le sait, au moins, 25% des étudiants ne terminent pas leurs études secondaires. Michèle Sarrazin nous parle d'une

école secondaire qui fait merveille. Elle a aussi visité une école primaire sise en milieu défavorisé qui tente de vaincre les handicaps socio-économiques et socio-culturels que vivent les enfants qui la fréquentent. Entre le décrochage, l'analphabétisme et les milieux défavorisés, les liens sont très étroits.

D'autres enfants vivent aussi de graves difficultés: les enfants d'immigrants, surtout ceux qui nous viennent de pays en guerre ou du tiers-monde: leurs retards scolaires sont parfois importants. Michèle Sarrazin a visité l'école Saint-Luc à Montréal.

Enfin, nous revenons sur les enfants qui, en raison de divers handicaps, physiques comme intellectuels, éprouvent des difficultés graves d'apprentissage. La volonté commune, c'est d'intégrer les plus possible ces enfants à l'école de tous. Comment cela se passe-t-il? Nicole Canuel est allée voir.

Jean-Pierre Proulx

Quand il s'agit de compter leur temps...

NOS PROFS NE SAVENT PLUS CALCULER!

Les périodes de cours mises à part, 18 000 heures sont consacrées chaque année aux étudiants du collège André-Grasset. La preuve que pour nos profs, le temps, ça ne compte pas! Chez nous, c'est l'étudiant qui est important. Aussi peut-il miser sur la disponibilité de nos enseignants. Qu'il s'agisse de répondre à ses questions ou de le guider dans ses travaux, nos profs sont toujours là. En somme, ils apportent à l'étudiant toute l'aide dont il a besoin pour réussir ses études collégiales.

Au collège André-Grasset, c'est l'étudiant qui passe en premier!



COLLÈGE
ANDRÉ-GRASSET
1001, BOUL. CRÉMAZIE EST.
MONTREAL (QUÉBEC) H2M 1M3
TÉL. (514) 381-4250
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ NIVEAU CÉGEP



◆ Rocher

éducation et autres mesures d'alternance. L'idée de la polyvalence vient de là.

« Dans l'idée de la polyvalence, il y a aussi celle que le système d'éducation est responsable des décrocheurs. Quand un élève décroche, c'est un échec du système. Ce dernier doit éviter de les perdre de vue et chercher à les rattraper. Cette idée a été perdue. Aujourd'hui, un élève qui quitte l'école disparaît. Il faut donc rendre le système responsable à nouveau ».

Pour intéresser les jeunes à l'école, la polyvalence ne devait pas se limiter à la formation professionnelle dans l'esprit de la Commission Parent. « L'ensemble du réseau secondaire et post-secondaire devait être polyvalent pour répondre à la variété des intérêts, des aptitudes et des motivations. Le système d'enseignement devait donner à la fois une formation générale de base et des choix ouverts qui n'étaient pas des choix définitifs prématurés ». Car, un autre des vices du système, au début des années 60, était la spécialisation prématurée. L'enfant devait décider dès la 6e ou la 7e année d'entrer ou non au cours classique, la voie à peu près unique vers l'université. Par la suite, il était impossible de revenir en arrière à moins de tout recommencer. Les filles qui se dirigeaient vers « l'école ménagère », après la 9e année, s'engageaient dans un cul-de-sac qui ne donnait accès à aucun autre programme d'études. Les exemples de cloisonnement sont légion. La Commission a voulu redonner « une unité souple » au système d'enseignement dans sa totalité.

Pourquoi la polyvalence ? En réponse, Guy Rocher identifie plu-

sieurs grandes trahisons. La première qu'il mentionne est celle des universités. « Dès la mise en place de la réforme au secondaire et au collégial, les universités ont imposé leurs profils d'admission afin de maintenir leurs programmes intacts. Les collèges ont donc mis en place les profils correspondants et, par un effet de dominos, les polyvalentes ont suivi. On est retombé dans les vieux plis au moment même où, paradoxalement, beaucoup d'intervenants étaient ouverts à l'idée de changement ».

La deuxième trahison est venue des autorités politiques en place qui « n'ont pas eu le courage d'imposer la polyvalence aux universités. Les cégeps naissants n'étaient pas en mesure, à ce moment-là, de s'opposer aux diktats des universités. « Pourtant, ce n'est pas aller à l'encontre de la liberté de l'université que de lui demander de faire partie d'un ensemble dont elle bénéficie ». Cette absence de direction politique a permis le retour aux voies rigides où les options se prennent de plus en plus tôt et sont de plus en plus exclusives ».

Les parents ont aussi une grande responsabilité dans l'échec de la polyvalence. Ils l'ont trahie parce qu'ils ne l'ont pas comprise. Tous les parents rêvent que leurs enfants aillent le plus loin possible, embrassent une profession reconnue socialement, sans tenir compte nécessairement de leurs aptitudes réelles et de leurs goûts. « L'argument voulant que la polyvalence entraîne un nivellement par le bas est venu principalement des parents qui n'ont pas vu que la polyvalence profite autant aux plus forts qu'aux plus faibles. En outre, les parents acceptaient mal l'idée qu'une formation de base complète exigeait, comme nous le proposons, de toucher aux quatre champs de disciplines que sont les langues et les sciences sociales, les sciences et les mathématiques, les arts et la technique. Pour nous, toute forme de connaissance avait sa valeur intrinsèque ». Sous la pression principalement des parents, l'atelier technique obligatoire pour tous a vite été abandonné. Dans la même foulée, la formation technique s'est trouvée de plus en plus dévalorisée.

Le syndicalisme, qui est né dans les institutions d'enseignement en même temps que la polyvalence, a peut-être contribué lui aussi à refermer le système. Les conventions collectives et l'organisation du travail ont adopté une définition rigide des rôles. Un tel cloisonnement ne facilite pas l'encadrement des étudiants essentiel dans un contexte

de polyvalence car, « pour réaliser la polyvalence, il faut que chaque enseignant joue un peu le rôle d'un conseiller pédagogique et d'un conseiller d'orientation auprès de ses élèves ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les conditions ne sont pas réunies pour que les enseignants puissent assumer cette responsabilité ».

Enfin, la Commission Parent elle-même doit porter une partie du blâme de l'échec de la polyvalence. « Nous avons été naïfs de penser que tout un système pouvait changer en bloc. L'Angleterre et l'Allemagne nous avaient pourtant mis en garde et montré la voie : partir de la base et non d'en haut ». Ici, l'étapisme avait des vertus ! Il aurait permis de procéder à partir d'expériences limitées qui auraient ensuite pu être imitées. « En somme, la réforme demeure une réalisation imparfaite. Peut-être parce que la polyvalence est, comme la démocratie, une utopie à réaliser ».

Malgré l'échec de la polyvalence telle qu'elle avait été conçue, des acquis importants résultent de la réforme de l'éducation. Le système public y a gagné en reconnaissance. L'accessibilité à l'éducation est plus grande aujourd'hui qu'il y a 25 ans. Les filles ont été les grandes bénéficiaires de ce point de vue, elles, à qui on offrait rarement le cours classique sous prétexte qu'elles n'en avaient pas besoin. Les régions périphériques en ont aussi profité. Elles ont toutes leurs polyvalentes, leur cégep et, certaine, leur campus universitaire grâce aux constituantes de l'Université du Québec. Nombre de jeunes qui n'ont pas la possibilité d'aller étudier dans les grands centres peuvent le faire parce que l'enseignement supérieur ou spécialisé est maintenant disponible dans leur région. « Je dirais aussi, à la différence de bien de mes collègues, ajoute Guy Rocher, que les jeunes d'aujourd'hui ont une culture plus large que celle des jeunes de nos collèges classiques des années 50. Cette culture est surtout beaucoup moins uniforme, beaucoup plus diversifiée et multiculturelle. C'est un acquis à la condition de savoir capitaliser sur cette différence ».

Quelles pistes le Québec doit-il emprunter pour entrer dans le 21e siècle avec un système d'enseignement à la mesure des défis auxquels il sera confronté ? Les changements doivent venir de la base, voilà la grande leçon à tirer de l'expérience passée. « Il faut faire confiance aux facultés des Sciences de l'éducation et aux syndicats d'enseignants. Ils seront, à mon avis, les moteurs du changement. Inutile

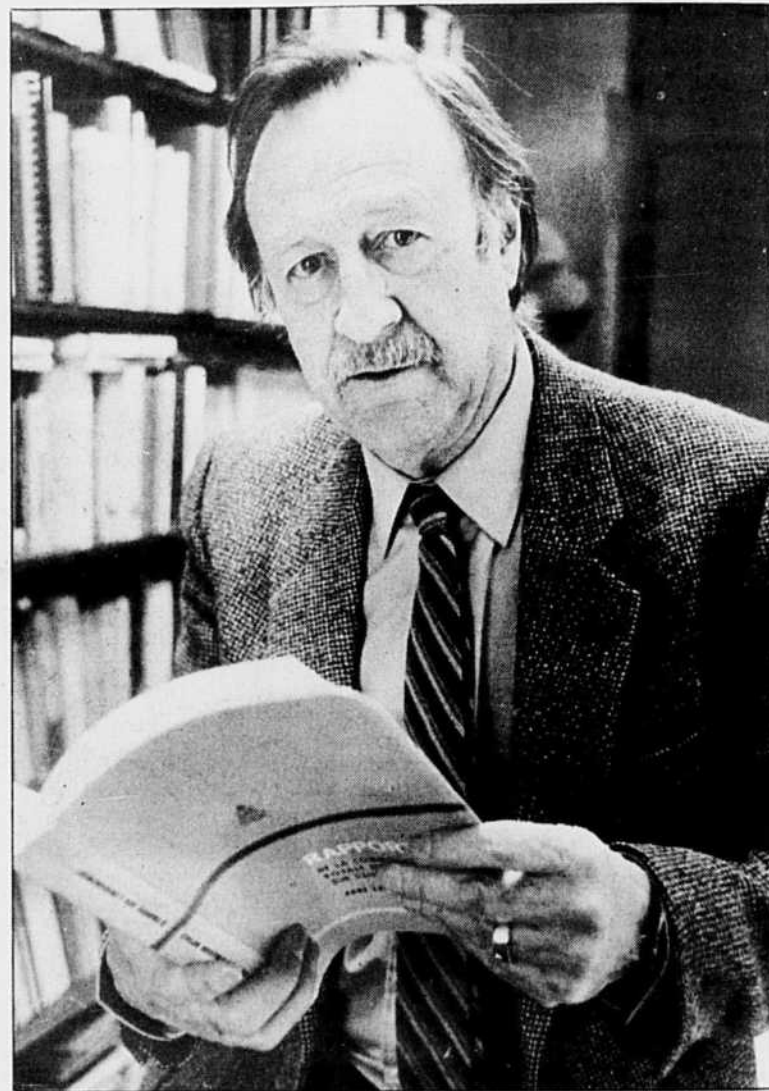


PHOTO JACQUES NADEAU

Guy Rocher, sociologue, membre de la Commission Parent et professeur titulaire au Centre de recherches en droit de l'U de M.

de mettre sur pied une autre commission d'enquête. L'État doit plutôt favoriser les regroupements en milieu de travail des personnes qui veulent repenser certaines valeurs, remettre en cause certains principes et certaines habitudes ».

L'erreur d'aiguillage de départ doit être corrigée. « Il faut repenser tout le passage du collège à l'université. Ce ne sera pas facile, mais l'espoir est permis : le dialogue entre les deux niveaux s'est ouvert récemment sur cette question ». N'importe quel observateur remarquera qu'une nouvelle hiérarchie des disciplines s'est imposée. Les mathématiques occupent le sommet, suivies de près par les sciences pures, puis par les autres sciences. Les sciences humaines viennent loin derrière. La formation technique occupe toujours le bas de l'échelle. « La dévalorisation

des sciences humaines est un drame. Elle donne aux jeunes une idée faussée de tout un secteur de la connaissance. Il faut lutter contre cette hiérarchisation, rééquilibrer les champs d'apprentissage, redonner leur place à l'enseignement des sciences humaines et à l'enseignement technique. Je suis conscient qu'il s'agit d'un problème de civilisation mais ce n'est pas une raison pour laisser aller les choses ».

Les parents ont une place dans le système d'enseignement. Il importe de revaloriser leur participation en leur confiant des responsabilités véritables. Beaucoup de parents sont d'ailleurs prêts à le faire ».

Parallèlement à tout cela, l'éducation doit retrouver une place prioritaire et devenir un objet de réflexion nationale.

Spécial Éducation

Coordination :

Pierrette Gagné

Maquette :

Yves d'Avignon

Publicité :

Michelle Alie

Promotion :

André Leblanc

Ce cahier spécial est édité par le journal LE DEVOIR sous la responsabilité de :

Michel Lefèvre :

Rédacteur en chef adjoint

L'ACADÉMIE LAURENTIENNE VAL-MORIN, Québec



POUR VOTRE ENFANT D'ABORD À VAL MORIN, À 45 MINUTES DE MONTRÉAL

SITUÉE SUR
LE SITE DU
CAMP EDPHY

ACADÉMIE LAURENTIENNE

- ☐ Une école privée mixte
- ☐ Internat (5 jours) et externat
- ☐ Transport hebdomadaire à destination de Laval, Montréal et la Rive-Sud
- ☐ Reconnue pour fins de subvention par le M.E.Q.
- ☐ À caractère international (membre de l'association des écoles internationales)

POUR OBTENIR
UNE BROCHURE

Téléphoner au
1-(514) 667-1641 ou 669-2797

AU PROGRAMME

- ☐ Concentration sportive et culturelle
- ☐ Programme académique complet
- ☐ L'anglais, langue seconde, durant les périodes d'activités
- ☐ Le sport, le plein air, la culture

**EXAMENS D'ADMISSION
LE SAMEDI 10 FÉVRIER**

**ACADÉMIE
LAURENTIENNE**

NIVEAUX OFFERTS EN 1990-1991

- ☐ Primaire: 4^e, 5^e et 6^e
- ☐ Secondaire I, II et III
- ☐ Portes ouvertes tous les samedis et dimanches (de 10:00 à 16:00 hres) téléphoner pour l'itinéraire
- ☐ Plusieurs places disponibles au primaire
- ☐ Nous acceptons les candidatures pour divers postes (S.V.P. soumettre un C.V.)

Examens d'admission pour sept. '90
Téléphoner au 1-819-322-2913
Demander Mme Francine Vachon



Redorer le blason de la formation professionnelle devient capital

Jeanne Morazain

TOUS LES PARENTS souhaitent ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants. Lorsque sonne l'heure des choix de carrières, ce « mieux » prend la forme du désir de les voir choisir une voie qui leur apportera la sécurité et une reconnaissance sociale, un statut comme on dit.

Sur l'échelle sociale, les professions et les occupations « non manuelles, plus intellectuelles » occupent un rang plus élevé que les métiers et les techniques. On pousse donc son enfant vers les premières. On se montre déçu s'il est davantage attiré par les secondes. Rien de plus normal, direz-vous. Une telle attitude peut-être néfaste pour les jeunes dont les choix professionnels répondront à des critères qui ne correspondent pas nécessairement à leurs goûts et à leurs aptitudes réelles. Engagés dans une voie qu'ils n'aiment pas ou pour laquelle ils ne sont pas doués, ils obtiendront au mieux des résultats très moyens qui ne les mettront pas à l'abri du chômage. Au pire, ils décrocheront. L'intention, louable au départ, s'est retournée contre eux.

Cet état de chose est également lourd de conséquences pour le système d'enseignement et la société dans son ensemble. Ses effets pervers sont tels que, du simple participant au ministre, ceux qui ont assisté au colloque libre-échange et éducation ont réclamé haut et fort la revalorisation de la formation professionnelle à tous les niveaux, secondaire, collégial et universitaire.

Pour Claude Ryan, ministre de l'Éducation, la situation qui a incité, en 1987, le ministère à parachever une réforme majeure de l'enseignement professionnel secondaire était on ne peut plus sérieuse. « Le secteur professionnel était dans une dangereuse désuétude. Il recrutait peu d'élèves, les enseignants étaient démotivés, ils se dirigeaient vers l'extinction. (...) Cette année, 10 000 jeunes sont inscrits à temps plein au secteur professionnel. C'est plus qu'il y a trois ans, ce n'est pas encore suffisant ». Bernard Blier, de la CEQ rappelle à ce propos une statistique qui montre à quel point la santé de cette formation est « chance-lante » : en 1987, seulement sept

élèves sur cent ont quitté l'école avec leur diplôme de formation professionnelle en poche. Au collégial, encore plus qu'au secondaire, la hiérarchisation des disciplines fait des ravages. Cette hiérarchisation sert de tamis au moment de l'admission. Des sciences pures aux techniques, en passant par les sciences humaines, la grille est de plus en plus grossière. L'écramage se fait au profit des sciences et au détriment des techniques. Il n'est pas certain, à mon sens, que les unes et les autres en sortent vraiment gagnantes. La structure complexe et les équipements coûteux, mis en place à grands frais dans nos collèges et nos polyvalentes afin d'assurer la formation professionnelle, tournent à vide et sont sous-utilisés. Cela représente une perte sèche pour le système d'enseignement.

Au niveau universitaire enfin, on ne parle tout simplement pas de formation professionnelle même si, selon le ministre Ryan, « le rôle de l'université dans la formation d'une main-d'œuvre hautement spécialisée est d'une importance cruciale sinon c'est la dépendance envers d'autres pays ». Car, en bout de ligne, c'est bien de la capacité de la société québécoise de rester dans la course économique et de maintenir son niveau de vie dont il s'agit. Le manque de diplômés en formation professionnelle risque d'avoir pour effet d'engendrer de graves pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans des marchés en expansion que d'autres occuperont à notre place. Nous nous retrouvons déjà dans un cercle vicieux. Le manque d'inscriptions, la démotivation d'un grand nombre de ceux qui s'y trouvent, les allocations de ressources insuffisantes qui en découlent, accentuent la dégradation du secteur professionnel et rendent plus difficile encore la tâche de redorer son blason.

Comment mettre un terme à cette marginalisation chronique de la formation professionnelle ? Ce n'est sûrement pas en retournant aux anciens instituts techniques, croit le sociologue Guy Rocher pour qui ce geste rétrograde entraînerait un isolement encore plus grand.

Pour rétablir la situation, la réforme en cours au niveau secondaire propose plusieurs mesures. Elle entend notamment donner plus d'envergure à la formation dis-

pensée en introduisant dans les programmes des dimensions nouvelles, sur la gestion et l'économie par exemple. Elle tente de mieux enraciner la formation en favorisant l'alternance école-industrie. Les vieilles mentalités sont à ce point ancrées que cette réforme a besoin, pour s'implanter, d'être appuyée par une campagne publicitaire télévisuelle d'envergure. Du jamais vu. Espérons que le message sera entendu par les employeurs et les parents qui sont sans doute les premiers moteurs du virage qui s'impose.

En effet, si les entreprises ne reconnaissent pas, ou si peu, la formation reçue dans les établissements d'enseignement, celle-ci n'exercera qu'un faible attrait chez les jeunes. Mais, disent les employeurs, cette formation n'est pas suffisamment axée sur nos besoins. Cette constatation justifie à elle seule la nécessité d'impliquer les entreprises dans la définition et la révision des programmes de formation professionnelle. L'alternance études-travail, si elle réussissait à s'implanter, favoriserait certainement la rencontre positive de l'économie et de l'éducation. Un piège à éviter cependant : une spécialisation prématurée qui ne s'appuierait pas sur une formation générale suffisamment solide et large. Car, sans une excellente formation de base, les travailleurs et travailleuses n'auront pas accès à la formation permanente et aux programmes d'adaptation que requièrent les économies modernes.

Le plus gros changement doit cependant venir des parents. Au lieu d'imposer une échelle de valeurs inadéquate et dépassée, ils seraient bien avisés de se mettre à l'écoute de leur enfant. Si ses aptitudes et ses intérêts le portent vers les techniques, pourquoi pas ! Il ne sera que plus heureux et plus persévérant dans leurs études. Si cet argument ne suffit pas, en voici un autre. Les jeunes qui sortent des secteurs techniques du cégep trouvent d'ailleurs plus facilement un emploi que les bacheliers dans leurs champs de spécialisation.

En encourageant leurs enfants à développer leur potentiel, les parents remplissent en somme leur véritable mission éducative. Le but ultime de toute éducation n'est-il pas de permettre à l'enfant de réaliser pleinement son individualité.



PHOTO JACQUES NADEAU

Le manque de diplômés en formation professionnelle risque d'avoir pour effet d'engendrer de graves pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans des marchés en pleine expansion.



L'INSTITUT DE PASTORALE

PIONNIER DE LA FORMATION PASTORALE AU QUÉBEC

L'Institut de pastorale est une institution universitaire de formation permanente qui offre, depuis près de 30 ans, des sessions dans les domaines suivants :

- l'intervention pastorale
- l'approfondissement et le ressourcement de la foi
- le développement des ressources personnelles

L'Institut offre trois programmes :

- BACCALAURÉAT EN THÉOLOGIE PASTORALE
- CERTIFICAT EN ÉTUDES PASTORALES
- CERTIFICAT EN PASTORALE LITURGIQUE

L'Institut de pastorale accueille des étudiants et des étudiantes inscrits à temps complet et à temps partiel. Il offre un encadrement inspiré des théories et des méthodes modernes de l'éducation des adultes.

DEMANDEZ LE PROGRAMME DE L'ANNÉE ACADÉMIQUE 1990-1991 :

INSTITUT DE PASTORALE
2715, chemin de la Côte Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1B6
Tél.: (514) 739-3223



MÉTRO UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



SECTEUR FRANCOPHONE EXAMEN D'ADMISSION

DATE: 10 mars 1990 — 1re et 2e secondaire
HEURE: 8h30 du matin Bureau des admissions: 484-4950, poste 15

VILLA MARIA

4245, boul. Décarie, Montréal H3A 3K4

Cours secondaire complet/Externat pour filles. À proximité de la station de MÉTRO VILLA-MARIA. Établissement d'enseignement privé déclaré d'intérêt public, dirigé par les SOEURS de la CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME.



SECTEUR ANGLOPHONE EXAMEN D'ADMISSION

DATE: 27 janvier 1990 - Secondaire I, II, III et IV
HEURE: 8h30 du matin Bureau des admissions: 484-4950, poste 16



La formation fondamentale pour affronter un monde en mutation

Michèle Sarrazin

SELON PLUSIEURS spécialistes du milieu de l'éducation, le libre-échange n'impose pas de changements directs aux réseaux d'éducation, ni à la formation professionnelle.

Mais l'intensification des relations internationales pourrait néanmoins mener certains pays à trou-

ver des avantages mutuels à rapprocher leur système d'éducation. La formation fondamentale, à ce titre, devrait être une clé d'ouverture sur le monde, un moyen de s'adapter aux changements.

M. Louis Balthazar, professeur de sciences politiques à l'université Laval, propose une réponse « humaniste » aux nouvelles missions du réseau d'éducation.

Le premier défi est d'assurer la maîtrise de la langue, car celle-ci

n'aide pas seulement à parler mais surtout à penser. De plus, la bonne connaissance de sa langue maternelle est la meilleure façon de motiver à apprendre d'autres langues.

En deuxième lieu, les élèves auront besoin de s'appuyer sur un système de valeurs permanentes pour affronter un monde en perpétuel changement. Car, ce qui importe dans un monde en mouvement, dit M. Balthazar, ce n'est pas de s'adapter à la dernière technique, mais de posséder une capacité d'adaptation. L'étude des auteurs anciens tels que Platon, Rousseau ou Tocqueville peut aider à trouver certaines de ces valeurs permanentes. Il s'agit, en fait, de former des esprits curieux intellectuellement.

Enfin, devant l'internationalisation du monde, il faut chercher l'humain au-delà du culturel, développer des attitudes de tolérance, rechercher des valeurs communes à de grands ensembles tel que le respect des droits de la personne, de l'environnement, du mode de vie et des cultures ; en somme créer une solidarité sociale.

Pour M. Bernard Bonin, sous-gouverneur de la Banque du Canada, le rôle de la formation fondamentale doit permettre de mettre l'accent sur les méthodes, les processus, les modes d'accès à la compréhension et au jugement. L'ouverture d'esprit, la maîtrise des langages primordiaux la compréhension des données numériques, le développement de la conscience historique, le contact avec la science, les valeurs humaines, l'art, les expériences internationales, multi-culturelles et l'étude en profondeur composent les éléments qui devraient faire partie de cette formation fondamentale.

Face aux nouveaux besoins de l'économie mondiale, Jacques Laliberté, chercheur du groupe de recherche-action du Centre de perfectionnement des enseignants du collégial (Performa) de l'Université de Sherbrooke, estime qu'il faudra produire des spécialistes qualifiés, des experts, des innovateurs dans des secteurs de pointe comme l'informatique, la robotique, la biochimie, la microbiologie. Il faudra également des techniciens compétents dans le champ de leurs activités professionnelles.

D'autre part, à la lumière des prévisions relatives à la démographie des emplois, une formation post-secondaire sera de plus en plus nécessaire pour accéder au marché du travail. Dans cette optique, il faut donc favoriser la réussite des études collégiales par le

Voir page 10 : Formation

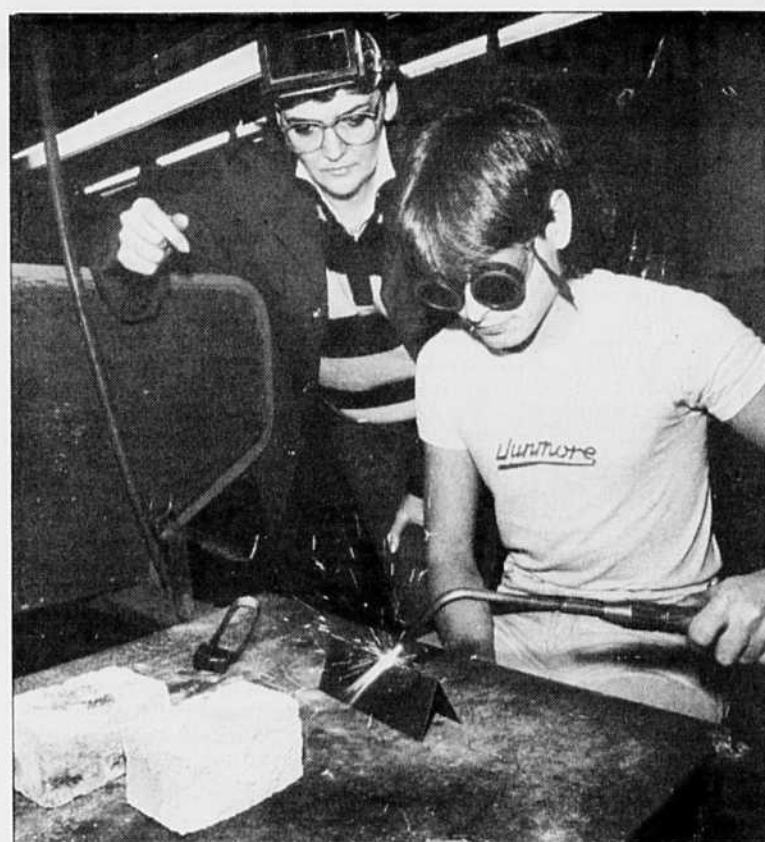


PHOTO JACQUES GRENIER

Face aux exigences de l'économie mondiale, il faudra former des spécialistes qualifiés et innovateurs dans des secteurs de pointe.

UN PENSIONNAT ANGLOPHONE POUR VOTRE ENFANT?

Stanstead College

PENSIONNAT PRIVÉ ANGLOPHONE MIXTE
PREMIÈRE À CINQUIÈME SECONDAIRE ET UNE 12^e ANNÉE

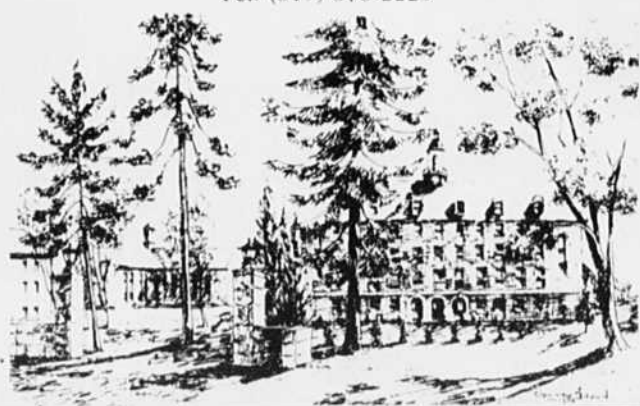
- Nous offrons un programme traditionnel pré-universitaire. De petits groupes permettent aux professeurs de donner une attention particulière à chaque élève. Ce bain linguistique en anglais permettra à votre enfant d'accélérer son apprentissage de la langue anglaise.
- Notre programme d'anglais langue seconde et d'anglais langue maternelle répond aux besoins de tous nos élèves débutants ou avancés en anglais. L'objectif est de permettre aux élèves de s'intégrer rapidement aux cours.
- Le Français langue maternelle est offert aux cinq niveaux du secondaire et en 12^e année. Tous les élèves suivent des cours de français. En Français langue seconde, des cours sont offerts à plusieurs niveaux de compétence.
- Tous les élèves participent à un programme intensif d'activités sportives. Des sports individuels et d'équipes sont offerts à chaque saison. Des activités telles que l'art dramatique, l'improvisation, le club d'informatique, l'équitation, la natation sont offertes aux élèves qui s'y intéressent.
- Le Collège est situé à 150 km à l'est de Montréal dans le cadre enchanteur des cantons de l'est près de la frontière américaine.

Stanstead College est une école secondaire indépendante, sans subvention du gouvernement.

Par conséquent, les élèves francophones n'ont pas besoin d'un certificat d'admissibilité.

Nous acceptons actuellement des demandes pour l'année scolaire 1990-91

Pour recevoir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:
le Directeur des Admissions, Stanstead College
Stanstead, Québec, Canada J0B 3E0
Tél: (819) 876-2223



TÉLÉ UNIVERSITÉ

SERVICE D'ÉVALUATION LINGUISTIQUE (SEL)

- Conception de tests écrits et oraux (français, anglais, langues étrangères)
- Consultation : études de besoins, élaboration de stratégies de perfectionnement, etc.
- Passation de tests sur place et à distance; correction rapide et efficace
- Formation à l'administration et à la correction de tests

Un service *sur mesure* d'évaluation linguistique destiné aux organismes (publics, parapublics, privés, etc.), aux entreprises ainsi qu'au grand public.

Le SEL de la Télé-université

Des spécialistes de l'évaluation de la performance linguistique à l'oral et à l'écrit : tests diagnostiques, tests de rendement, tests autocorrectifs, tests sous surveillance, etc.

Renseignements :

Service d'évaluation linguistique, Télé-université
4835, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec) H2J 4C2
Téléphone : (514) 522-3540, postes 252 et 224
Télécopieur : (514) 522-3608



Université du Québec
Télé-université



LES MÉLÈZES

393 DE LANAUDIÈRE
JOLIETTE J6E 3L9

- Cours d'études primaires pour filles et garçons (1^{ère} à la 6^e année)
- Pensionnat de semaine pour fillettes seulement (2^e à la 6^e année)
(Transport Joliette — Repentigny — Montréal — Joliette — St-Jérôme)
- Cours privés de musique
(piano, violon, flûte traversière, guitare)

Renseignements: (514) 753-4433

Établissement privé déclaré d'intérêt public par le ministère de l'Éducation dirigé par les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame



Le collégial doit prendre le virage de la qualité totale

Michèle Sarrazin

ALORS QUE la mondialisation de l'économie affecte de plus en plus les profils d'emplois, les étudiants se désintéressent des programmes de formation professionnelle. Comment les institutions de niveau collégial peuvent-elles s'ajuster à pareil contexte ?

« L'impact majeur du libre-échange sur la formation professionnelle sera de convier celle-ci au défi de la qualité totale. Sans la qualité technique, la qualité de l'accueil, la qualité de la vente, de l'après-vente, de l'image et de la communication, de la gestion, les entreprises vivront difficilement le libre-échange », affirme Julien Côté, directeur des services pédagogiques au cégep Lévis-Lauzon.

Pour ce faire, la formation professionnelle devra surmonter cinq obstacles majeurs : les changements culturels, la multiplication de l'information, le renouvellement rapide des technologies, l'inversion du rapport de force entre l'offre et la demande, le libre-échange et la mondialisation de l'économie.

Pour surmonter ces embûches, poursuit M. Côté, la formation professionnelle devra faire siennes un certain nombre d'attitudes de base. Soit avoir le souci constant du service aux clients, manifester de l'ouverture à son environnement en faisant des ententes avec ses fournisseurs et ses concurrents inventeurs de nouvelles technologies. Privilégier un mode de gestion ouvert et le travail en équipe. Faire preuve de vigilance et être capable de mobiliser les ressources humaines, stimuler l'intelligence et la compétence des institutions et des entreprises. Favoriser la flexibilité et la polyvalence. Enfin, posséder

une grande capacité de communication.

De son côté, Paul Inchauspé, directeur général du cégep de Ahuntsic, affirme que les institutions d'enseignement sont appelées à se transformer si elles veulent répondre au besoin de recyclage et de perfectionnement des entreprises. Cette remise en question sera douloureuse. Les réseaux d'éducation devront faire face rapidement aux besoins de formation que suscitent ces changements. Comment ? Par la création de centres spécialisés, de centres de recherche, en ayant recours aux expertises techniques des établissements d'enseignement, par le développement et la diversification de l'éducation des adultes, par le développement de la formation sur mesure, par la création de centres de développement d'entreprises et la participation d'établissements d'enseignement à des projets de développement régional.

Pour Johanne Deschamps, responsable de la formation professionnelle à la FTQ, la seule disponibilité des programmes de cours de formation professionnelle ne suffit pas pour faire face aux profonds bouleversements futurs. D'autres conditions sont nécessaires, telles que des mesures de planification de l'emploi, des mesures pour prévenir et corriger les accidents du marché du travail, des moyens de soutien financier pour réaliser cette formation professionnelle, incluant le congé-éducation payé, des mesures de définition des programmes dans lesquelles les principaux agents socio-économiques seront impliqués.

Pour la FTQ, la formation professionnelle suppose trois conditions : l'accessibilité, la participation et la qualité.

L'accessibilité signifie tenir compte des formats des cours, de



PHOTO ARCHIVES

Le Cégep Saint-Laurent a mis à son programme les techniques d'assainissement et de sécurité industrielle pour répondre aux nouveaux besoins des entreprises en matière d'environnement.

la durée, et d'une pédagogie qui s'adaptent aux contraintes des adultes sur le marché du travail.

La participation implique un processus où les syndicats et les employeurs évaluent conjointement les besoins, conçoivent ensemble les programmes de cours et réajustent au besoin les programmes négociés.

La qualité exige une formation large, permettant de comprendre l'ensemble de la tâche, en opposition à une formation pointue. Il faut que cette formation soit reconnue et exportable.

Pour Mme Deschamps, le niveau collégial est spécialement intéressant.

Voir page 10 : Collégial

VENDEURS



- SACHEZ TIRER PARTI DES OBJECTIONS
- DEVEZ PLUS ENTHOUSIASTE
- PROVOQUEZ LE DÉSIR D'ACHAT

COURS DE VENTE DALE CARNEGIE®

DÉBUTE JEUDI LE 8 FÉVRIER
À 18H30

APPELEZ POUR RÉSERVATIONS AU 285-1287

Présenté par E.J. Glowka & Assoc., 300, Léo Pariseau, Montréal, Québec

VOUS AIMEZ LE THÉÂTRE LA RADIO VOUS INTERESSE... LE JOURNALISME VOUS TENTE? BREF, TOUT CE QUI COMMUNICATION ORALE ET ECRITE TOUCHE A LA VENEZ CHEZ NOUS, ET APRÈS 2 ANS, LE JOUR, OU 3 ANS, LE SOIR, MUNIS D'UN D.E.C. VOUS FEREZ UN MEILLEUR CHOIX. UN «COLLÈGE» PAS COMME LES AUTRES CONSERVATOIRE LASALLE 3505, rue Durocher, Montréal H2X 2E7 Tél.: 288-4140 Jacques Laurin, directeur général COLLÈGE RECONNU D'INTÉRÊT PUBLIC PERMIS NO. 749569	VOUS AIMEZ LE THÉÂTRE LA RADIO VOUS INTERESSE... LE JOURNALISME VOUS TENTE? BREF, TOUT CE QUI COMMUNICATION ORALE ET ECRITE TOUCHE A LA VENEZ CHEZ NOUS, ET APRÈS 2 ANS, LE JOUR, OU 3 ANS, LE SOIR, MUNIS D'UN D.E.C. VOUS FEREZ UN MEILLEUR CHOIX. UN «COLLÈGE» PAS COMME LES AUTRES CONSERVATOIRE LASALLE 3505, rue Durocher, Montréal H2X 2E7 Tél.: 288-4140 Jacques Laurin, directeur général COLLÈGE RECONNU D'INTÉRÊT PUBLIC PERMIS NO. 749569	VOUS AIMEZ LE THÉÂTRE LA RADIO VOUS INTERESSE... LE JOURNALISME VOUS TENTE? BREF, TOUT CE QUI COMMUNICATION ORALE ET ECRITE TOUCHE A LA VENEZ CHEZ NOUS, ET APRÈS 2 ANS, LE JOUR, OU 3 ANS, LE SOIR, MUNIS D'UN D.E.C. VOUS FEREZ UN MEILLEUR CHOIX. UN «COLLÈGE» PAS COMME LES AUTRES CONSERVATOIRE LASALLE 3505, rue Durocher, Montréal H2X 2E7 Tél.: 288-4140 Jacques Laurin, directeur général COLLÈGE RECONNU D'INTÉRÊT PUBLIC PERMIS NO. 749569
---	---	---

La formation professionnelle doit s'harmoniser au monde du travail

Louise Jacques

AL'AUBE des années 1980, le secteur de la formation professionnelle faisait piètre figure. Devenu le lieu de parachutage privilégié pour les jeunes en difficulté d'apprentissage, certains programmes d'études et le contenu de plusieurs autres tombaient en désuétude. Les équipements ne tournaient pas toujours rond ou ne ressemblaient plus en rien à ceux de l'industrie.

Peu à peu, les partenaires socio-économiques ont donc perdu confiance. La démotivation, elle, gagnait les enseignants, la dévalorisation, les élèves. Conséquemment, le taux d'inscription a chuté dramatiquement : de 89 500 en 1980-81 à 40 800 en 1986-87. Une baisse de 54,4 % ! Dans ce contexte, rien d'étonnant si la réforme, amorcée en septembre 1987, fut applaudie de toutes parts.

Depuis, la situation a bien changé. Jacques Henry, directeur de la Direction de la formation professionnelle au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), trace même un bilan extrêmement positif de cette réforme. Même si, fin septembre 1989, on n'estimait qu'à 25 000 le nombre d'élèves qui, chaque jour, arpentent les corridors du royaume des ateliers. « Une baisse due à l'augmentation des seuils d'entrée, explique-t-il. Il ne faut cependant pas oublier les 154 000 inscrits à temps partiel. » Même si aussi le nombre de programmes a été considérablement réduit : de 600 dans la première moitié de la décennie à moins de 200 aujourd'hui, dont une soixantaine entièrement renouvelée. En revanche, les élèves bénéficient d'une formation de qualité supérieure qui répond davantage aux besoins actuels du marché du travail.

Aujourd'hui, plus question que la formation professionnelle serve de béquille à la formation générale.

D'une part, un règlement qui a force de loi freine les plus récalcitrants ; d'autre part, les nouvelles conditions d'admission ne laissent guère le choix. En effet, qui rêve de cheminer dans la filière du Diplôme d'études professionnelles (DÉP) sera déjà titulaire d'un diplôme d'études secondaires (DES) ou âgé d'au moins 16 ans. En outre, il aura préalablement obtenu les crédits de 4e secondaire en langues maternelle et seconde, en mathématiques et en enseignement moral ou religieux. Le candidat au Certificat d'études professionnelles (CÉP), âgé lui aussi d'au moins 16 ans, aura en banque les crédits de 3e secondaire dans les matières nommées plus haut. Finalement, seule l'obtention d'un DÉP ou d'un CÉP donne accès aux attestations de spécialisation professionnelle.

Il importe davantage de souligner que la réforme a contribué à un regain de dynamisme dans les salles de cours. Le fait que les élèves choisissent la voie professionnelle plutôt que d'y être contraints se traduit par une hausse de motivation et d'intérêt.

Dans ce contexte, croire qu'un essaim d'élèves empruntera la route du secteur professionnel au cours des prochaines années relève-t-il de l'utopie ? Sans doute pas, mais il faut bien garder en tête que le DES conduit également au réseau collégial qui lui aussi offre des programmes de formation professionnelle et technique. Bref, on peut rêver mais en restant réveillé, car il est plus que douteux qu'on avoisine à nouveau le cap des 90 000 inscrits !

Avec la réforme, le ministère de l'Éducation (MEQ) invite jeunes et adultes à voyager à bord du même bateau : avec un unique seuil d'entrée, ils s'embarquent dans un programme unique qui conduit à un diplôme unique. « Non seulement n'avons-nous noté aucun problème

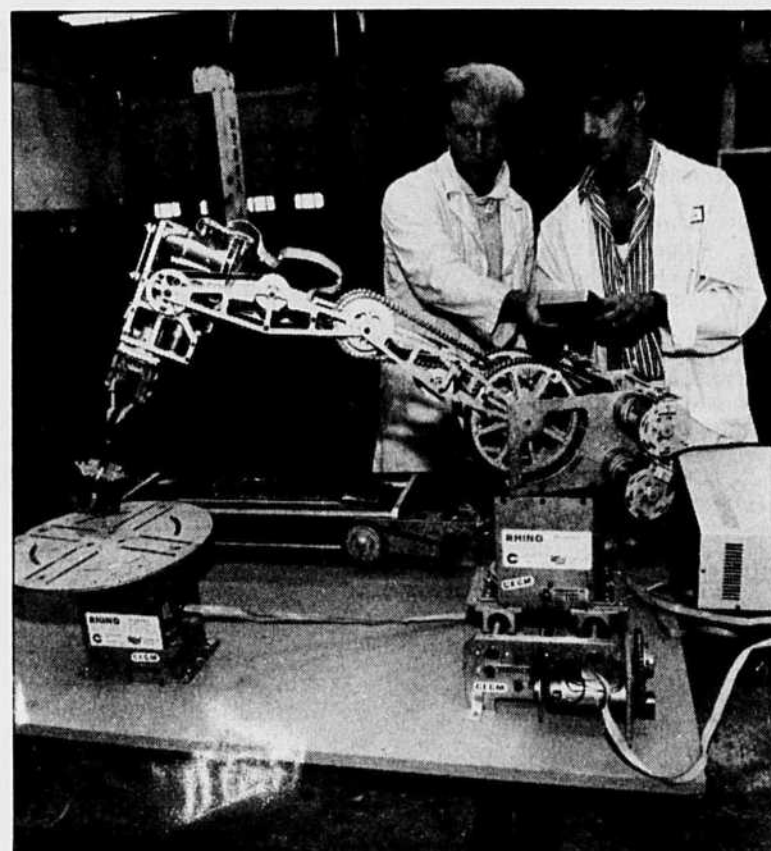


PHOTO ARCHIVES

La concertation entre le monde de l'éducation et celui du travail devient indispensable pour relever les défis du libre-échange.

d'intégration mais, en outre, la clientèle des adultes est venue pondérer la frivolité des jeunes, admet Jean-Robert Éthier, directeur des Services régionalisés de l'éducation des adultes aux Commissions scolaires de Brossard et du Goéland. Toutefois, ajoute-t-il, l'harmonisation a créé une diminution de la clientèle adulte, puisque avant de s'inscrire en formation professionnelle, cette dernière doit elle aussi aller chercher les crédits préalables des secondaire III ou IV. Dans bien des cas, cela se traduit par une ou deux années d'études supplémentaires. C'est démotivant.

En fait, M. Éthier déplore qu'on ne reconnaisse plus l'expérience au travail. De plus, il doute qu'il soit vraiment justifié d'exiger les préalables de formation de base à tout adulte qui désire cheminer vers le Diplôme d'études professionnelles.

Le hic, c'est que « dans ces conditions, l'harmonisation règle le problème des futurs travailleurs, et ça, c'est excellent. Par contre, elle pénalise ceux d'aujourd'hui, et ça, c'est déplorable. » Voilà pourquoi il propose un retour aux *mentions professionnelles* qui, pour une durée de formation moindre, répondraient plus adéquatement aux besoins spécifiques des gens à l'emploi.

Il ne suffit pas de former les gens. Encore faut-il s'assurer que la formation dispensée corresponde aux impératifs du monde du travail. Sans quoi, non seulement le finissant restera assis, les bras ballants, mais l'industrie aura grand mal à combler une pénurie de main-d'œuvre. Ce qui fait mal à l'économie d'un pays. Et le libre-échange accentue encore l'importation.

DES ÉTUDES AU COLLÈGE MACDONALD DE L'UNIVERSITÉ McGILL NE SONT PAS SANS CONSÉQUENCES

En voici quelques-unes : une carrière enrichissante, des voyages aux quatre coins du monde, et des amitiés durables.

Nous offrons des programmes de B. Sc., de M. Sc. et de Ph. D. en :
Sciences de l'agriculture
Sciences de l'environnement
Sciences de l'alimentation
Sciences de la nutrition

Ainsi qu'un programme collégial en :
Gestion Agricole



Pour des informations additionnelles, s'adresser au registrariat du
Collège Macdonald de l'Université McGill,
21,111 Lakeshore Road, Ste-Anne de Bellevue
Québec, Canada H9X 1C0
Téléphone (514) 398-7925



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Arts visuels

ARTS PLASTIQUES • PHOTOGRAPHIE • THÉORIE ET HISTOIRE DE L'ART

Le Département d'Arts visuels offre trois programmes d'étude : arts plastiques, photographie, théorie et histoire de l'art.

Le personnel enseignant comprend des artistes professionnels et des historiens d'art.

Edmund Alleyn, Olivier Asselin, Tony Brown, Lynne Cohen,
Thomas Corriveau, Thierry de Duve, Evergon, Philip Fry,
Charles Gagnon, Lorraine Gilbert, Peter Gnass, Douglas Kirtan,
Jo-Anne Landriault, Gunter Nolte, Suzanne Pasquin,
Francine Pérenet, Roland Poulin, Leslie Reid,
Elizabeth Ritchie, Michael Schreier, David Tomas,
ainsi que plusieurs professeurs à temps partiel.

Date limite pour admission
année universitaire
1990-1991 :
15 avril 1990

Pour de plus amples
renseignements :
Carole Girouard
Adjointe à l'administration
100, avenue Laurier, est
Ottawa, Ontario
K1N 6N5

Téléphone : 613-564-6588



tance de l'adéquation entre les programmes de formation et les besoins du marché.

Aussi, quand le MÊQ s'est penché sur le dossier de la réforme dans l'enseignement professionnel, il s'est assuré de la collaboration d'un grand nombre de partenaires socio-économiques. Avec qui il a discuté, et de qui il a tenu compte des recommandations. Au-delà de 1000 experts venus de l'entreprise ont déterminé, conjointement avec le ministère, ce qu'il fallait apprendre à l'élève d'aujourd'hui en fonction des besoins actuels de l'industrie. On s'est penché sur les besoins quantitatifs de main-d'œuvre, dans différents secteurs économiques, tels : administration, commerce et secrétariat ; équipement motorisé ; fabrication mécanique. Une vingtaine d'études sectorielles ont également été entreprises. Elles visent, entre autres, la reconnaissance de la formation professionnelle et l'implication active du milieu du travail, par exemple, par le biais de stages. Des études qui d'ailleurs ont déjà porté fruits. Ainsi, à la suite d'une entente avec le secteur de la construction, depuis juillet 1989, outre la garantie d'emploi, le CEP et le DEP s'ouvrent les unes des portes d'entrée sur les chantiers.

L'industrie a même fait preuve d'une certaine astuce dans ses recommandations. « Un jour, certains de nos partenaires économiques nous ont dit : il n'y a pas assez de français (ou d'anglais, selon la langue maternelle) dans le programme d'agent et d'agent de bureau. À leur suggestion, nous avons scindé le programme en deux : un premier de 1350 heures en secrétariat ; un second, de même durée, en comptabilité. Nous y avons introduit 150 heures supplémentaires en langue maternelle. Du même coup, nous avons rattrapé les garçons. Ils s'inscrivent maintenant en comptabilité. ». Les vieux préjugés ayant la dent dure, inutile de préciser que le secrétariat n'attirait pas cette clientèle comme du miel...

Lorsque furent présentées, à la télévision, les images d'une Allemagne qui formait sa jeunesse tant sur les chantiers et dans l'industrie que dans les écoles, plusieurs ont fait des gorges chaudes de notre système d'enseignement. « Mais l'Allemagne n'est pas le Québec », insiste Jacques Henry. Il s'agit de deux entités qui évoluent dans des structures différentes. Et, quand toute une cohorte brandit le faible taux de chômage chez les jeunes Allemands comme preuve de supériorité de cette approche, il se fâche un peu. « Il faudrait plutôt parler du déplacement du chômage et non d'une diminution, puisque lorsque ces jeunes de 16 à 20 ans travaillent, d'autres groupes de personnes se retrouvent sans emploi. » Jacques Henry n'a pourtant rien contre les stages en entreprise, au contraire. Seulement, il croit qu'il faut les développer de façon progressive, favoriser l'approche sectorielle et, surtout, éviter que les stagiaires deviennent une nouvelle catégorie de main-d'œuvre bon marché.

Dans un certain sens, Jean-Robert Éthier regrette que le Québec n'emboîte pas le pas à l'Allemagne. « Vous savez, à peu près partout au monde, les études sur la formation professionnelle démontrent que les institutions sont totalement déconnectées de la réalité du travail. Pour combler le fossé, il milite ardemment en faveur de l'alternance école-industrie.

Savoir penser, savoir parler, savoir écrire

Louise Jacques

B IEN AVANT la réforme, de nombreux directeurs d'école et enseignants avaient tenté, chacun à leur façon, de redorer le blason de la formation professionnelle. Mentionnons les efforts déployés en vue d'améliorer la qualité de la langue.

Personne, sans doute, ne niera que l'utilisation du mot juste rehausse la qualité de l'enseignement. Par contre, tout le monde s'entend pour affirmer que la revalorisation et, surtout, la reconnaissance de la formation professionnelle exigent bien davantage que la justesse des mots. Sans contredit, la démarche entreprise à l'automne 1987 ajoute beaucoup à la formation de l'élève. Un pas de

géant, soit, mais qui mérite d'être suivi de plusieurs autres, comme l'a souligné récemment Jean-Robert Éthier au colloque libre-échange et éducation.

Entre autres, on ne décèle dans les salles de cours aucune stratégie visant à développer l'esprit d'analyse et de synthèse chez l'élève. L'importance de bien s'exprimer ne semble pas non plus retenir beaucoup l'attention. « Actuellement, le travail est fait sur l'apprentissage des contenus. On ne forme plus l'élève sur sa capacité de verbaliser ce qu'il sait. » Les conséquences pour demain ? Des travailleurs incapables d'analyser un problème, de le synthétiser et de le communiquer correctement. Autrement dit, des travailleurs incapables de vendre leur salade. Nous voilà bien mal partis pour relever haut la main les défis posés par le

libre-échange ou pour franchir les portes de l'Europe 1992.

Voilà pourquoi, M. Éthier souligne l'urgence de recourir à une stratégie méthodologique intégrée à l'approche pédagogique. Par exemple, plutôt que de transmettre purement et simplement la connaissance, il vaudrait mieux interroger l'élève et, ainsi, le forcer au raisonnement. Bref, un retour aux bonnes vieilles méthodes qui, par surcroît, favorisent la communication orale.

À ce chapitre, M. Éthier invite les écoles à faire appel aux experts des firmes de communication. Il y a fort à parier que, dans le cadre de sessions échelonnées sur la durée de la formation, ces derniers n'auraient sans doute aucun mal à initier les élèves au secret de la transmission correcte de idées et des

pensées. Les petits travaux de recherche, la rédaction de notes de service et de lettres commerciales ouvriraient la voie à une meilleure expression écrite.

Inculquer des notions d'économie tant locales que régionales, nationales qu'internationales, ne nuirait assurément pas au futur travailleur. Surtout dans un contexte de libre-échange ! « Comment lui demander d'avoir une vision sur le marché international s'il ne connaît même pas le marché local ? » Ici encore, M. Éthier propose une formation dynamique. En invitant des gens de l'entreprise à présenter un exposé ; en encourageant les discussions entre les élèves du secteur professionnel et les étudiants de l'École des hautes études commerciales, etc. En fait, il ne reste qu'à trouver la formule appropriée.

Offrez-vous l'Université du Québec à Trois-Rivières aux sessions d'été et d'automne 1990

Programmes offerts aux 2e et 3e cycles



Diplôme de 2e cycle
Éducation spécialisée* (1)**

Maîtrises

Biophysique
Chimie (2)
Économie et gestion des systèmes de petite et moyenne dimensions**
Éducation**
Éducation spécialisée*(1)**
Électronique industrielle
Études littéraires
Études québécoises
Gestion de projet*(3)
Philosophie**
Physique
Psychologie**
Sciences de l'activité physique
Sciences de l'environnement
Sciences du loisir**
Sciences des pâtes et papiers
Sécurité et hygiène industrielles**
Théologie (M.A. et M.Th.)



Doctorats

Biophysique
Éducation**(4)
Études québécoises**
Génie papetier**
Philosophie**
Psychologie**(2)(6)
Sciences de l'énergie (5)

Bourses et aide financière

Bourses accordées
Pour l'année 1988-89, des organismes publics et privés ont accordé **762 919 \$** en bourses (renouvelables) aux étudiants inscrits aux programmes de 2e et 3e cycles à l'UQTR.

Bourses pour nouveaux étudiants
Une nouvelle inscription, à temps complet, à un programme de 2e ou 3e cycle à l'UQTR, rend admissible, soit à :
• une des quinze bourses d'excellence (50 000 \$ au total) offertes par l'UQTR.
• une des quatre bourses d'excellence (20 000 \$ au total) offertes par la Fondation du CEU de Trois-Rivières.
Renseignements: (819) 376-5014
Service des bourses et de l'aide financière.



Date limite pour admission et changement de programme
2 avril 1990

Conditions d'admission

- au diplôme et à la maîtrise: détenir un baccalauréat ou l'équivalent avec une moyenne cumulative d'au moins 3.0 ou l'équivalent.
- au doctorat: détenir une maîtrise ou l'équivalent dans la discipline choisie ou dans un domaine connexe.

*Admission à temps partiel seulement
**Admission à l'automne seulement
(1) Programme extensionné de l'UQAM Sherbrooke
(2) Programme extensionné de l'UQAM
(3) Programme géré conjointement
(4) Programme offert par l'UQAM en association avec l'UQTR
(5) Programme extensionné de l'INRS
(6) Programme contingenté en 1990-91

Renseignements

Bureau du registraire
Université du Québec à Trois-Rivières
C.P. 500, Trois-Rivières, Québec / G9A 5H7
Tél.: (819) 376-5045

Université du Québec à Trois-Rivières

Miser sur la concertation régionale pour tirer profit du libre-échange

Anne Pélouas

AVEC DE BONNES stratégies de formation et un système éducatif de qualité qui rencontre les intérêts des employeurs de main-d'œuvre, on pourrait envisager l'avenir sans trop d'inquiétudes.

Mais, malgré cela, les régions, dont le développement est déjà bien fragile, ne seraient pas encore au bout de leurs difficultés. Pour faire face à des changements économiques qui les dépassent souvent, elles doivent regrouper leurs forces locales et établir notamment des liens entre l'école et l'entreprise.

C'est ce processus, lent mais porteur de beaucoup d'espoirs, qui a été entamé il y a cinq ans à Granby. Le Cégep, la Commission scolaire des Cantons, le Comité de coordination économique de la ville et la Commission formation professionnelle de la Montérégie se sont alliés avec une dizaine d'entreprises. Objectif premier : créer un lieu de concertation, de rassemble-

ment des intervenants du milieu scolaire et du monde du travail. « Nous avons d'abord identifié une dizaine de secteurs de pointe dans la région », explique Jacques Dubois, directeur général de la Commission scolaire des Cantons. Avec les entreprises, des PME ou de plus grosses compagnies comme IBM ou Alcan, « nous avons appris à mieux nous connaître ».

La table de concertation est un forum où le cégep, la commission scolaire et les entreprises participantes peuvent faire état de leurs besoins, échanger des informations, monter des projets de formation en commun. « C'est un bain d'idées », confirme Guy Perrault, directeur des finances de Trébor Canada et vice-président de cette instance de concertation.

À partir de là, on peut établir des ponts entre les établissements du collégial ou du secondaire et les entreprises. « Nous avons à cœur l'appariement des besoins des deux côtés », dit avec conviction Guy Perrault. Les plus ressentis par les entreprises sont ceux d'une formation adéquate de leurs employés aux technologies qu'ils doivent uti-

liser. Mais la formation des jeunes en milieu scolaire les intéresse aussi. Les industries savent qu'en ouvrant leurs portes aux formateurs, en faisant mieux connaître leurs besoins, elles préparent leur propre avenir. Quand les programmes de formation professionnelle se modifient pour tenir compte des demandes du milieu, les entreprises n'ont pas à chercher plus loin les compétences qui leur sont nécessaires.

Des exemples de projets réussis, Granby en a plusieurs. Il y a eu l'organisation de stages de maîtres chez IBM ou Alcan pour améliorer leurs connaissances de certaines technologies avancées. Avec la compagnie Décabois, c'est l'implantation de nouvelles technologies qui était visée. La participation des maîtres à ce travail a permis d'aller plus loin, en développant une véritable « trousse d'intervention » utilisable par les formateurs dans n'importe quelle firme.

Jacques Dubois considère cette trousse comme un moyen d'amélioration de leur connaissance du milieu. Elle comporte notamment une grille d'analyse de l'état des connaissances des employés qui vont avoir à utiliser une nouvelle machine, à opérer avec des techniques complexes telles que le contrôle nu-



PHOTO ARCHIVES

IBM a organisé plusieurs stages de formation en entreprises afin de familiariser les maîtres à certaines technologies de pointe.

mérique. « On y parvient, assure-t-il. Même avec des personnes qui sont quasiment des analphabètes fonctionnels ». Tout simplement, parce qu'au lieu de venir vers eux avec des recettes toutes faites, les formateurs vont adapter leurs interventions en fonction du milieu.

Le fait que des maîtres partici-

pent de plus en plus à cette formation sur le terrain n'est pas sans effets sur leur travail auprès des jeunes des établissements scolaires. Confrontés davantage à la pratique, ils améliorent eux-mêmes des connaissances qui ne peuvent que profiter aussi à leurs élèves.

Le bénéfice tiré de cette expérience par le réseau d'éducation de Granby est toutefois plus large. Jacques Dubois cite à cet égard plusieurs stages organisés en entreprise pour des élèves ou encore les équipements fournis par IBM à la commission scolaire. « Nous sommes gâtés, dit-il, en ce qui concerne la participation des employeurs. »

Parfois aussi, la concertation dépasse la simple relation école-entreprise. Ainsi, c'est un syndicat — celui de la compagnie Systèmes intérieurs Atlas — qui a contacté un jour la commission scolaire pour savoir si elle ne pourrait pas organiser des cours en quincaillerie architecturale pour ses membres. L'employeur lui-même ne s'était pas préoccupé jusque-là du fait qu'il n'y avait pas dans la région de spécialistes de ce domaine. On les faisait venir des États-Unis... Depuis que le syndicat, l'entreprise et la commission scolaire ont lié leurs efforts, Granby offre une formation en quincaillerie architecturale !

La collaboration entre réseaux d'éducation et entreprises est le fruit d'une entente signée il y a cinq ans à Granby. Pourtant, elle est encore à « l'état embryonnaire », selon Guy Perrault. « On part de très loin, ajoute-t-il, mais on voit la lumière au bout du tunnel ». La lumière, ce serait d'après lui de pouvoir rejoindre l'ensemble des intervenants industriels de la région, d'entendre avec eux la concertation engagée avec quelques-uns, de couvrir tous les secteurs de l'économie locale, pour développer d'ici deux ans des projets plus ambitieux qu'actuellement.

« Nous devons aussi mettre à jour le recensement des besoins en formation, avec tous les représentants des secteurs-clés ». Pour Jacques Dubois, un tel travail exigerait que la concertation soit plus structurée, avec du personnel capable d'assurer le suivi des projets. Le processus est bien enclenché. La machine de la coopération école-entreprise tourne sans difficultés à Granby. Reste à lui donner un peu plus d'huile pour passer à la vitesse supérieure...

Collège Ashbury



Le Collège Ashbury, collège indépendant ayant une excellente réputation dans le domaine de l'enseignement, offre une éducation de haut calibre et de créativité, à des garçons et des filles aux niveaux 9-13 et aux garçons seulement aux niveaux 5-8.

NOUS OFFRONS:

- Classes restreintes
- Diplôme bilingue
- Enrichissement d'un baccalauréat international
- Équipes sportives de compétition, de garçons et de filles, sérieusement entraînées
- Expériences scolaires à l'extérieur du collège surveillées par un personnel avisé
- Groupes de concertistes, de jazz, musique de chambre et chorales
- Productions théâtrales d'envergure et raffinées
- Programmes récréatifs minutieusement adaptés
- Atmosphère qui incite au respect mutuel

Un séjour au Collège Ashbury permet aux étudiants de développer une auto-discipline et d'enrichir leur potentiel

**RENSEIGNEZ-VOUS SUR LA DIFFÉRENCE ÉDUCATIONNELLE QUE LE COLLÈGE ASHBURY PEUT AP-
PORTER À VOTRE ENFANT. CONTACTER LE BU-
REAU DES ADMISSIONS.**

Tél.: (613) 749-5954

**Adresse: 362, avenue Mariposa
Ottawa, Ontario K1M 0T3**

L'Institut de photographie Dawson

Éducateurs en photographie professionnel depuis 1976
présente



“Destination-Photo”

Ateliers de photographie — Voyages 1990

1. Îles-de-la-Madeleine (Québec)
2. Cap Breton (Nouvelle Écosse)
3. Mexique - Yucatan & Chiapas
4. Grèce - Athènes & Rhodes
5. Irlande - Dublin & la Côte Ouest
6. Portugal - Lisbonne, Liera & Coimbra
7. Japon - Tokyo, Kyoto & Mont Fuji
8. Kenya - Nairobi & réserves d'animaux sauvages
9. Thaïlande - Bangkok, Chiang Mai & Koh Phi Phi

Si vous êtes intéressés à participer à un atelier de photographie qui aura lieu dans l'une de ces excitantes destinations, veuillez communiquer avec nous le plus tôt possible. Le nombre maximum d'étudiants par atelier a été fixé à quinze.

Téléphone: (514) 866-6588

COLLEGE
DAWSON

L'Institut de photographie Dawson
460 ouest, rue St. Catherine, bureau 700
Montréal, Québec H3B 1A7





Le partenariat fait déjà ses preuves à Rimouski

Anne Pélovas

PARLER de solidarité n'est pas un vain mot dans le Bas-Saint-Laurent. La concertation entre organismes de formation et entreprises est une réalité bien vivante dans cette région qui privilégie de plus en plus les initiatives communes. Il est vrai que nécessité fait souvent loi...

Depuis dix ans, les établissements d'enseignement supérieur — Cégep et Université du Québec à Rimouski — oeuvrent ainsi en faveur d'un partenariat avec les autres organismes et le milieu des affaires. Associés de près au développement régional, ils jouent un rôle essentiel de support aux entreprises locales. Ce rôle économique, Hélène Tremblay, vice-rectrice à la recherche de l'UQAR, le voit comme un « nouveau volet de la mission de l'université ». Il s'agit entre autres de rendre à la collectivité les services dont elle a besoin. Les attentes et les besoins du milieu sont vite ressentis et la force des pressions pousse, plus aisément qu'ailleurs, à l'action concrète.

Les initiatives de partenariat sont nombreuses. Elles concernent à la fois le soutien général aux entreprises du Bas-Saint-Laurent et des créations originales pour améliorer la recherche et la formation dans deux secteurs : le transport maritime et intermodal.

L'UQAR et le Cégep de Rimouski participent ainsi au fonctionnement d'un centre d'aide PME. Baptisé CAMP, ce centre offre un aide très directe au monde économique dans trois domaines : la gestion, le tourisme et le transfert technologique. L'UQAR travaille surtout sur le volet « gestion », tandis que le Cégep s'inté-

resse davantage au support technologique des entreprises, en offrant notamment des services de conception et de fabrication assistées par ordinateur. Le Centre québécois d'informatisation de la production parraine cette initiative, avec un laboratoire intégré au CAMP.

Travailler avec des PME disséminées sur tout le territoire d'une région n'est pas facile. Un professeur de l'UQAR a donc lancé l'idée d'aller à leur rencontre. Le petit groupe de recherche qu'il dirige a acquis un camion, et fort d'une subvention fédérale obtenue pour cinq ans, il sillonne le Bas-Saint-Laurent pour offrir aux PME ses services d'informatique, d'aide à la gestion, de transfert technologique ou de CAO-FAO. Cette expérience profite beaucoup aux pêcheurs, aux foresters et même à certaines petites entreprises manufacturières qui n'ont pas les fonds nécessaires pour se payer un consultant extérieur.

En matière de recherche — fondamentale ou appliquée — l'UQAR ne s'isole pas non plus du « milieu ». Elle a par exemple mis en place un groupe d'étude sur les ressources maritimes, dont l'objectif principal est de répondre aux demandes des entreprises de la région.

Au delà de ce soutien direct au développement économique, l'UQAR et le Cégep de Rimouski sont engagés dans deux projets importants pour le renforcement de la vocation maritime du Bas-Saint-Laurent. Ils ont ensemble mis sur pied une corporation spécialisée dans la recherche et la formation maritimes. En fait, il s'agit essentiellement pour l'université et l'Institut maritime du Québec — composante du Cégep de Rimouski — de gérer en commun un bateau d'exploration océanographique. Ce laboratoire flottant est aussi utilisé par l'Institut national de la recher-

che scientifique-océanographie.

Pour Alcide Daigneault, directeur général du cégep, le projet Reformatar permet surtout de soutenir la mission du département océanographique de l'UQAR, avec ses deux programmes de maîtrise et de doctorat ; celle, également, de l'Institut maritime qui organise des stages d'étudiants à bord du bateau.

Dans le secteur du transport — vital pour une région à vocation maritime — les établissements d'enseignement supérieur ne sont pas davantage restés inactifs. En décembre dernier, l'Institut maritime ouvrait ainsi un Centre de recherche et de formation dans le transport intermodal. Parmi les partenaires : l'UQAR, l'Institut maritime et aussi plusieurs entreprises du secteur.

« En regroupant nos forces, explique Alcide Daigneault, nous visons au développement du transport intermodal dans la région. Parce qu'à l'heure du libre-échange, c'est ce qui fera la différence dans l'achat ou non de nos produits. Le centre jouera donc un rôle primordial dans le contexte de la libre circulation des marchandises et dans celui de la vocation maritime du Bas-Saint-Laurent ».

La formation continue et la formation sur mesure — en fonction des demandes des entreprises — est privilégiée dans ce projet qui démarre à peine, mais qui est promis à un bel avenir. À l'UQAR, comme au Cégep, on y croit ferme en tout cas. « Nous sommes fortement interpellés, dit Hélène Tremblay, par les entreprises qui souhaitent des formations sur mesure pour leurs employés et qui s'intéressent aussi à des programmes de recherche ».

Qu'il s'agisse de formation universitaire, d'éducation aux adultes ou de services aux entreprises,

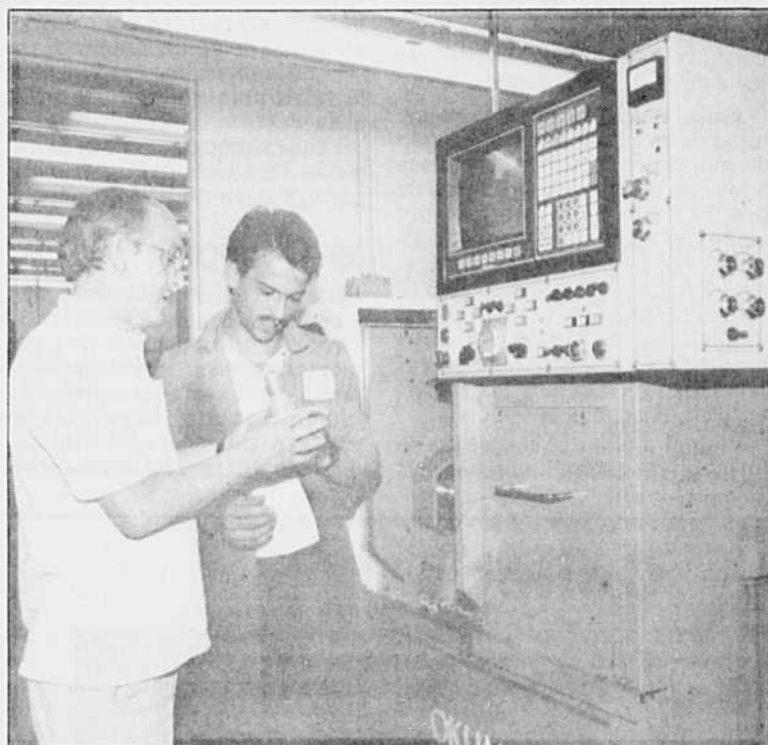


PHOTO ARCHIVES

Les besoins principaux des entreprises en région passent par une formation adéquate de leurs employés aux nouvelles technologies.

l'exemple du Bas-Saint-Laurent montre à quel point les établissements d'enseignement peuvent, en remplissant leurs missions respectives, jouer la carte du dynamisme à l'échelon local. Avec les entreprises, la chambre de commerce, le conseil économique, les gouvernements, l'Université du Québec à Rimouski et le Cégep s'intègrent dans un ensemble régional. Tous

sont associés dans une démarche prospective sur le Rimouski des années 90. Ce qui ne les empêche pas de passer dès maintenant à l'action.

En somme, la concertation et la solidarité de tous les acteurs autour d'un même objectif sont irremplaçables en région pour éviter le déclin.

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.

Collège privé mixte
reconnu d'intérêt public

Primaire Secondaire
Pensionnat-Externat

Un collège du centre-ville sur le flanc du Mont-Royal

ADMISSION SUR RENDEZ-VOUS à tous les niveaux
téléphoner au 934-0596

1517, avenue des Pins ouest, Montréal H3G 1B3

L'ÉCOLE
RUDOLF STEINER
de MONTRÉAL

une école
où l'éducation
est un art
le maître
un artiste

car c'est par l'art que nous entrons
en rapport avec l'être humain tout
entier et faisons de lui tout autre
chose que si nous n'en appelons qu'à
son entendement. Mais il ne suffit
pas qu'on cultive les arts, il faut que
l'instruction tout entière soit tirée
de l'art. C'est dans l'art que toute la
méthode doit en quelque sorte être
plongée. Rudolf Steiner
(Méthode et Pratique de l'enseignement)

L'Ecole Rudolf Steiner
une école ouverte à tous
préscolaire
élémentaire
secondaire I et II
INSCRIPTIONS
À PARTIR DU 15 JANVIER
Renseignements
334-1591
12050 Bois-de-Boulogne
Montréal H3R 2X9

Portes ouvertes
10 février 1990
conférence
9 février à 20h.



Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

PORTES OUVERTES

TOUT SUR LES PROGRAMMES
DE LA FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

Sciences sociales et psychologie • Lettres et sciences humaines • Sciences

28 janvier 1990

RENCONTREZ
professeurs,
conseillers en formation,
agents d'admission.

VISITEZ
laboratoires,
bibliothèques.

RENDEZ-VOUS
Le dimanche
28 janvier 1990
de 12:00 à 17:00

Université de Montréal
Pavillon principal
(sous la tour)

RENSEIGNEMENTS:
514-343-7611

Université de Montréal
Stationnement
gratuit devant la tour

◆ Formation

plus grand nombre de personnes et investir du temps, des énergies, des ressources pour favoriser une transition harmonieuse entre le secondaire et le collégial et diminuer les échecs et les abandons.

Enfin, les institutions d'enseignement devront apporter beaucoup de soins à des révisions et remises à jour périodiques des contenus de programmes de formation, non seulement pour satisfaire aux attentes des universités et des entreprises mais pour mieux préparer les personnes, qui fréquentent les établissements scolaires, à mieux assumer leurs responsabilités et leurs rôles sociaux dans une société en plein changement.

Pour M. Laliberté, les profils de formation personnelle recherchés

par les employeurs correspondent en bonne partie aux objectifs que visent les collèges et les universités qui ont travaillé à clarifier leur mission au cours des dernières années. Toutefois, s'il est relativement aisé de s'entendre sur des visées de la formation fondamentale, le défi le plus important et le plus ardu n'est pas de formuler un projet éducatif ou un profil de la personne à former, mais de traduire ces visées en pratique.

◆ Collégial

pellé dans la formation de la main-d'oeuvre, à cause notamment des exigences actuelles des employeurs qui demandent de plus en plus à l'embauche un diplôme d'études collégiales. La polyvalence exigée par les nouvelles stratégies de gestion et la volonté des travail-

leurs, de se garantir un emploi ou de se permettre une mobilité sur le marché du travail, sont également des facteurs importants.

Toutefois, le syndicat est en désaccord avec la création de structures parallèles de formation qui n'impliqueraient pas une reconnaissance des cours donnés, un contrôle de leur qualité et l'évaluation de l'expertise du milieu scolaire.

◆ Travail

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si, depuis deux ans, 200 élèves de la Commission scolaire du Goéland participent à des stages au sein d'une des 230 entreprises avec lesquelles elle a pris entente. Des stages d'observation précèdent ceux de consolidation des acquis. Un contrat stipule les conditions du stage en fonction du contenu du programme, du suivi, de l'encadrement et des objectifs à atteindre. « Et ça marche très bien. Le stage a même un impact négatif que je qualifie de positif : l'élève s'aperçoit, dès le départ, qu'il ne peut, disons, souffrir des pressions du milieu. Il peut ainsi se réorienter avant de se retrouver sur le marché du travail. »

Actuellement, la réponse de l'industrie est excellente. Pour combien de temps ? Jean-Robert Éthier l'ignore. « Pour embarquer l'industrie, il faut lui offrir quelque chose en retour. Par exemple, chez nous, on lui propose un service de formation sur mesure en échange. » Cependant, afin d'éviter de tuer le bébé dans l'oeuf, il ne voit qu'une solution : l'émergence d'une volonté politique bien affirmée.

Malgré tout, on ne peut nier que la concertation entre le monde de l'éducation et celui du travail va tout de même bon train. Une concertation, d'ailleurs, devenue es-



PHOTO ARCHIVES

Les stages en entreprise, ici chez IBM à Bromont, commencent à donner des résultats positifs et représentent un bon moyen de satisfaire des besoins précis.

sentielle pour relever les défis posés par le libre-échange. Toutefois, dans ce contexte, l'industrie devra maximiser sa participation dans la prise en charge des enseignants, des élèves et, surtout, de sa propre main-d'oeuvre. Déjà, au moins deux centres de compétence s'impliquent dans le perfectionnement des professeurs du secondaire en mettant à leur disposition des locaux et de l'équipement. Règle générale, la grande entreprise, elle, n'hésite pas à former sa main-

d'oeuvre de façon continue. Bien souvent, elle la renverra même sur les bancs d'école.

Il revient au secteur de la formation professionnelle d'assurer la mise en place des outils nécessaires au recyclage des travailleurs et des travailleuses. Tout comme, il a à se soucier de ceux et celles qui, toujours à cause du libre-échange, risquent de perdre leur emploi à brève échéance. Aussi, entend-il développer des structures, facilitant la reconversion des chômeurs et chômeuses pressentis. « Le volet des travailleurs à l'emploi nous préoccupe énormément, affirme Jacques Henry, puisqu'il est plus qu'urgent de répondre aux besoins de cette clientèle. »

Collège Ste-Marcelline



LIGNES FONDAMENTALES DE NOTRE ÉDUCATION

Il se présente comme une communauté éducative ayant pour but de transmettre avant tout les valeurs de vie, dans une synthèse dynamique entre culture et foi, et entre foi et vie.

La méthode pédagogique proposée par le fondateur des Soeurs de Ste-Marcelline Mgr. Luigi Biraghi engage toute la communauté éducative à actualiser dans « un climat de famille » une expérience de vie culturelle et fraternelle.

DESCRIPTION

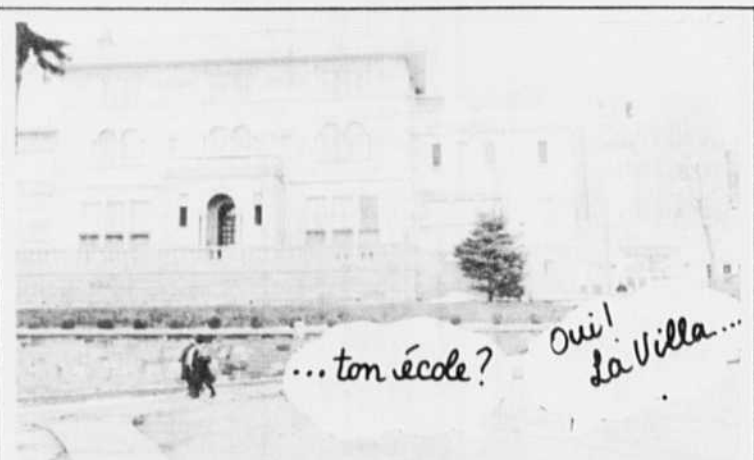
Institution d'enseignement : pré-maternelle, maternelle, primaire (mixte) et secondaire (pour filles), externat seulement; fondée en 1961; située sur le territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal; déclarée d'intérêt public (secondaire seulement)

par le ministère de l'Éducation. Le Collège dispose des services suivants : bibliothèque (au primaire et au secondaire), cafeteria, auditorium, gymnase, laboratoires de biologie, de chimie, de physique, locaux d'économie familiale et d'initiation à la technologie, laboratoire d'informatique, service audio-visuel, service d'orthopédagogie, locaux d'arts plastiques et de musique, locaux de culte et de pastorale, terrains de sports, camp (châlet) de fin de semaine.

Informations, cours primaire :
Directrice des études :
S. Marielle Dion, i.m.

Informations, cours secondaire :
Directrice des études :
S. Teresa Belgiojoso, i.m.
Particularités : activités dirigées : théâtre, sport, musique, géographie, cours spéciaux informatique, arts et mythologie, création de marionnettes.

9155, Gouin o., Montréal — H4K 1C3 Tél.: (514) 334-9651



VILLA STE-MARCELLINE

Cours préscolaire, primaire et secondaire

Formation fondamentale

815, Upper Belmont, Westmount, H3Y 1K5
Tél.: 488-2528

L'ÉTS, l'université technologique BACCALAURÉATS EN GÉNIE

Aux diplômés et aux futurs diplômés du DEC professionnel en techniques physiques ou informatiques, aux techniciens, aux techniciens sur le marché du travail et aux candidats qui possèdent des connaissances appropriées, une expérience jugée pertinente et qui sont âgés d'au moins 22 ans, l'École de technologie supérieure vous offre, la possibilité d'être admis dans un des programmes de baccalauréats en génie suivants :

- Baccalauréat en génie et gestion de la construction
- Baccalauréat en génie électrique
- Baccalauréat en génie mécanique
- Baccalauréat en génie de la production automatisée

Ces programmes sont offerts en sessions continues selon le système d'enseignement coopératif (alternance de sessions de cours et de stages rémunérés en industrie).

DATES LIMITES D'ADMISSION

Temps plein : 1er mars 1990
Temps partiel : 1er juin 1990

Bureau du registraire
École de technologie supérieure
4750, avenue Henri-Julien
Montréal, H2T 2C8
Téléphone : (514) 289-8888



Université du Québec

École de technologie supérieure

La musique pour tous...

NOUVEAU!

COURS DE CLAVIERS

L'instrument d'aujourd'hui, pour toute la famille!

aussi :

• CHANT CHORAL	• GUITARE
• COMPOSITION	• PIANO
• FLUTE	• VIOLON et autres

(514) 273-3055

Permis du Ministère de l'Éducation : #719324

pantonal
centre d'études musicales
1475, rue Jarry, Outremont, Québec H2V 1P9

Garavou vous dit :

ATTENTION!

CSST



L'État ne se préoccupe pas assez des besoins des démunis

Michèle Sarrazin

ALORS QUE le débat sur l'éducation interculturelle bat son plein sur la place publique, il existe une véritable zone de silence sur les besoins des clientèles des milieux socio-économiquement faibles.

Mise à part l'expertise très poussée développée par les intervenants dans les écoles depuis une vingtaine d'années et les mérites du Plan d'action *Opération Renouveau*, qui vise l'augmentation du rendement scolaire chez les élèves des milieux défavorisés, il y a somme toute peu de progrès dans la lutte contre les effets de la pauvreté.

La stagnation budgétaire n'aide pas à répondre aux besoins croissants de ces clientèles. Depuis 1977, le Conseil scolaire de l'Île de Montréal alloue, à partir de la taxe scolaire qu'il prélève, une somme qui oscille annuellement entre 4 \$ et 5 \$ millions pour le rattrapage scolaire. Cette année, le Conseil dispose d'un montant d'environ 5 \$ millions dont 500 000 \$ sont attribués pour le programme de nutrition et 4,5 \$ millions pour d'autres interventions dans les écoles comme des ressources pédagogiques, des professionnels ou des agents de milieux. Ce qui n'aide pas la situation, c'est que le mode d'allocation des ressources est précaire. Le budget annuel pour les écoles défavorisées est voté par les délégués des huit commissions scolaires au Conseil scolaire. Malgré leur bonne volonté, il ont tendance à représenter les intérêts de leurs commissions scolaires au détriment d'une conscience sociale et d'une vision métropolitaine. Comment convaincre les commissions scolaires qui n'ont pas de concentration de pauvreté, d'augmenter un budget auquel elles n'auront pas droit. De toute évidence, c'est un enjeu politique et, chaque année, le montant pour le rattrapage scolaire est remis en question.

« Les écoles vivent la même incertitude du lendemain que les familles dans le milieu. Elles sont dans l'incapacité de projeter », dit Marcel Saint-Jacques, coordonnateur de l'éducation en milieux défavorisés et de l'éducation interculturelle au Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

Néanmoins, le Conseil s'est doté d'un outil qui lui permet de contrôler les budgets. Il s'agit d'une carte de la défavorisation à Montréal. L'indice de défavorisation est com-



PHOTO ARCHIVES

Des contraintes budgétaires ne permettent pas de répondre aux besoins pressants des démunis.

posé de quatre variables : faible revenu, scolarisation de la mère (moins de huit ans), foyer monoparental (femme) et présence du chef de famille sur le marché du travail. Toutes les écoles de l'Île sont classées en fonction de cet indice. L'indice le plus élevé démontre une plus grande pauvreté. « Cette carte de la défavorisation nous permet de nous occuper de milieux défavorisés et non d'individus pauvres parce que nous n'avons pas les données individuelles », précise M. Saint-Jacques.

De leur côté, les commissions scolaires se livrent à une course aux budgets pour s'approprier des clientèles plutôt que de faire de la lutte à la pauvreté une véritable priorité sociale. Par exemple, les maternelles quatre ans étaient prévues pour les milieux défavorisés. Les commissions scolaires de milieux aisés ont décidé d'allouer une part de leur budget à ces maternelles parce qu'elles rendent service

aux parents.

Pour M. Saint-Jacques, il est urgent que les instances gouvernementales et scolaires prennent conscience de l'urgence des besoins en milieux défavorisés et qu'elles coordonnent leurs efforts pour « remonter au front de la guerre à la pauvreté ».

« L'école peut faire énormément pour les enfants de milieux défavorisés, estime M. Saint-Jacques. Elle peut être un support pour l'enfant, lui permettre de reconstruire son image. L'école devient une sorte d'incubateur qui lui permet de prendre des forces que son milieu n'est pas capable de lui donner. »

Depuis trois ans, en particulier, les intervenants dans les écoles font part de besoins urgents au niveau de l'alimentation. « Les familles compriment sur la nourriture car elles doivent payer le loyer, le chauffage. Il n'est pas rare de voir des enfants qui ne mangent pas leurs trois repas par jour vers les fins de mois. Il y a aussi beaucoup d'absentéisme aux premières neiges parce que les parents n'ont pas les moyens d'acheter des vêtements d'hiver », dit Danielle Sabourin, coordonnateur de la politique alimentaire au Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

Madame Sabourin dispose d'un budget de 500 000 \$ pour offrir le supplément alimentaire quotidiennement aux élèves. Mais ce montant est loin de suffire et il faudrait au moins 965 000 \$ pour offrir ce supplément durant 150 jours à tous les enfants qui fréquentent les écoles inscrites dans les premiers 20 % de la classification du Conseil scolaire.

Mais, avec les tendances actuelles, il sera bien difficile de doubler le budget. « Nous vivons de la même assiette budgétaire, dit Madame Sabourin. Mon budget est prélevé à même les 5 \$ millions pour le rattrapage scolaire. Si on augmente la part pour le soutien alimentaire, on retranche le soutien scolaire. »

D'ailleurs, certains directeurs d'écoles, qui ne reçoivent pas assez d'argent, vont chercher des commandes dans le milieu pour nour-

rir les enfants.

Pour M. Saint-Jacques, il ne faudrait pas oublier cette nouvelle pauvreté qui sévit dans les écoles et reproche que la sensibilité mé-

diatique se porte surtout sur les itinérants. « On oublie, toutefois, que leur situation est l'aboutissement de tout un cheminement dans la pauvreté. »

Les programmes de maîtrise et de diplôme de l'Université de Sherbrooke

Des réponses aux besoins actuels du monde de l'éducation!

PERFECTIONNEMENT
PROFESSIONNEL
ET PERSONNEL
DES ENSEIGNANTS
la maîtrise et le diplôme en enseignement
819/821-7960
préscolaire, primaire et secondaire
819/821-7424
niveau collégial

MÉSADAPTATION,
DÉFICIENCE
INTELLECTUELLE
ET DÉFICIENCE VISUELLE
la maîtrise et le diplôme en éducation spécialisée
819/821-7444

ORIENTATION
PROFESSIONNELLE
la maîtrise en orientation
819/821-7445

RECHERCHE
EN ÉDUCATION
la maîtrise en sciences de l'éducation
819/821-7960

ÉDUCATION DES ADULTES
le diplôme de formation en éducation des adultes
819/821-7431

ÉDUCATION
INTERCULTURELLE
la maîtrise en sciences humaines des religions
819/821-7605

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX
la maîtrise et le diplôme en théologie
819/821-7610

GESTION DU SYSTÈME
SCOLAIRE
la maîtrise en administration scolaire
819/821-7451 ou 7455

Pour renseignements:
Bureau du registraire
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

1-800-567-3599 (sans frais)



UNIVERSITÉ
DE SHERBROOKE



ENFIN
MUSICTECH
Services éducatifs inc.

1259 Berri, suite 909
Montréal (Q.)
H2L 4C7
514.844.2141

Nombre de places limité Cours théoriques et pratiques
Métro Berri

Le seul établissement
au Québec autorisé
par le ministère de
l'Enseignement
supérieur et
de la Science à
dispenser le
programme:

**CONCEPTION
SONORE
ASSISTÉE PAR
ORDINATEUR
901.24**

Le langage MIDI
L'ordinateur et
l'industrie
musicale
Le studio MIDI
Le séquenceur
Synthèse analogique et
synthèse M.F.
Echantillonnage et
synthèse additive
Studio
d'enregistrement
multipiste
Audio numérique

Attestation études
collégiales
Français ou anglais
De jour ou de soir
Prêts du Gouvernement
Stations de travail
sur place

Vers l'intégration des handicapés dans le réseau scolaire régulier

Nicole Canuel

NOUS SOMMES au début des années 70. Les enfants handicapés (physiques, sensoriels et intellectuels) n'ont pas accès aux écoles de façon normale. On les relègue encore dans les centres d'accueil, histoire de les rassembler dans ce qu'on reconnaît être aujourd'hui comme des ghettos. Heureusement, les temps ont changé. Et les droits des personnes handicapées ont fait un bout de chemin.

Avec la désinstitutionnalisation, les enfants handicapés se retrouvent maintenant dans les familles. D'où, de nouveaux besoins que doivent satisfaire les commissions scolaires. De plus, les parents se disent que si l'enfant peut vivre dans une famille normale, pourquoi ne pas les envoyer dans une classe normale ? Tout un débat. Mais surtout, adaptation difficile pour la famille, la société, les commissions scolaires... et évidemment, la CECM. Les expériences menées jusqu'ici montrent que l'intégration scolaire des enfants handicapés est chose possible.

L'intégration scolaire des enfants handicapés est un phénomène nouveau. Même s'il y a eu des cas d'intégration à la CECM avant 1979, c'est à partir de cette date qu'une véritable politique s'est développée. La tendance va maintenant vers l'intégration dans le réseau scolaire régulier. Ça crée parfois des situations pour le moins loufoques. « De 1960 à 1979, remarque Monique Boucher, conseillère pédagogique en adaptation scolaire à la CECM, on disait aux enseignants : vous n'êtes pas aptes à vous occuper de ces enfants-là. Actuellement, on leur dit le contraire : la place de l'élève handicapé, c'est dans les classes normales, le plus possible. Le problème : vu que la moyenne d'âge des profs à la CECM est de 48 ans, c'est aux mêmes profs d'il y a 20 ans qu'on est en train de dire le contraire ! »

Intégration des enfants handicapés en classe régulière : telle

était la nouveauté contenue dans *L'école québécoise*, document par lequel le ministère de l'Éducation faisait part de sa politique en 1979. Mais comment développer cette intégration ? La CECM, au début des années 80, a mis sur pied des comités de références et d'études pour analyser les besoins de l'enfant afin de lui garantir une orientation la plus adéquate possible. La CECM élabore ainsi un plan d'intervention personnalisé et adapté, et cela, pour chaque enfant.

Comme chaque cas est particulier, comment s'y prend-on pour placer un enfant handicapé ? Afin de faire le choix approprié concernant le genre d'école à privilégier et toujours selon la gravité du handicap de l'enfant, le ministère de l'Éducation a mis à la disposition des commissions scolaires en 1981, une grille comprenant huit niveaux, allant de la classe régulière, en passant par la classe spéciale, jusqu'au milieu hospitalier. (Voir grille)

Avec tous ces outils, clés en main, l'intégration est de bon augure ! « Depuis une dizaine d'années, l'orientation de la CECM, indique Marie Charbonneau, conseillère pédagogique en adaptation scolaire, c'est d'analyser les besoins particuliers des enfants et de leur offrir un service le plus normalisant possible ». Mais, malgré tous ces efforts, il y a des cas qui nécessiteront toujours l'école spéciale.

Y a-t-il une recette pour une intégration réussie ? Les services offerts aux enfants handicapés et à leur milieu environnant font toute la différence. Les services, ça comprend le soutien pédagogique et la préparation offerts à l'enseignant, la sensibilisation des élèves, le matériel didactique nécessaire à l'enfant handicapé et les ressources techniques spéciales.

La CECM supporte ses enseignants en classe ordinaire en leur offrant une formation grâce au perfectionnement. Jusqu'où va-t-on ? « Dans le contexte de l'intégration scolaire, constate Marcelin Noël, commissaire membre du Mouve-

ment pour une école moderne et ouverte (MÉMO), la CECM devrait engager des discussions avec l'Alliance des professeurs pour favoriser encore plus le perfectionnement des enseignants. Par exemple, au niveau des intervenants auprès des malentendants, on remarque un manque d'effectifs ».

Par contre si la formation des profs réguliers peut être critiquée, le système des profs itinérants est lui, très bien organisé. À la CECM, 43 enseignants itinérants, qui ont une expertise avec les personnes handicapées, les supportent dans leur milieu scolaire. Certains handicaps font appel à des ressources technologiques : téléviseurs, vers-braille et même l'ordinateur. En ce domaine, le progrès va bon train.

Pour la CECM, le plus difficile demeure les enfants sourds. Peu de jeunes en surdité totale sont capables d'être intégrés dans les classes ordinaires. « La surdité est un handicap particulièrement important pour le jeune, reconnaît Marie Charbonneau. L'apprentissage du langage gestuel exige toute une interprétation. Ça prend minimalement 2000 mots en langage gestuel avant que l'enfant soit capable de suivre un programme de première année. D'où l'importance de la stimulation précoce ».

Donc, plus un enfant reçoit des stimulations tôt, plus il aura de chances de s'intégrer dans l'école régulière dès sa première année. On mise alors beaucoup sur la pré-maternelle et la maternelle. C'est bien là le hic ! Actuellement, les pré-maternelles pour les enfants de quatre ans se donnent seulement à mi-temps, à la CECM. « Ce n'est pas suffisant, admet Monique Boucher. Idéalement, il faudrait offrir le service à plein temps puisque certains enfants doivent prendre du temps pour la réadaptation ».

Oui, il y a un grand pas à faire. Mais la CECM n'a pas réglé tous ses problèmes. Par exemple, elle n'a pas encore de comités de références et d'études pour les enfants présentant une déficience intellec-



Les services scolaires offerts aux handicapés et à leur milieu environnant font toute la différence.

tuelle. Ce projet est actuellement à l'étude et devrait être instauré l'an prochain. Actuellement, quelques uns d'entre eux sont tout de même intégrés dans les classes régulières.

Le ministère de l'Éducation est d'ailleurs en train d'étudier le dossier. L'intégration scolaire des enfants présentant une déficience intellectuelle n'est vraiment pas bien avancée au Québec. Si on se fie aux chiffres publiés par le ministère concernant la clientèle de 1987-88, au pré-scolaire et au primaire, 73 % des élèves ayant une déficience intellectuelle légère ou moyenne se retrouvent encore en classe ou école spéciale. Pendant ce temps, les associations de parents s'impac-

tientent ! Mais voilà. On constate que le lobbying des parents a eu ses effets. On a fait une loi pour leur donner un peu plus de poids. Avec la loi 107, mise en vigueur en septembre 1989, ils ont maintenant la possibi-

lité de donner leur avis sur les orientations, sur l'organisation des services éducatifs, sur l'affectation des ressources financières qui sont allouées et sur les plans d'intervention concernant chaque enfant. Monique Boucher constate la gravité de la chose : « Maintenant, la CECM devra prendre un engagement encore plus sérieux parce que c'est dans la loi. Avant de sortir un enfant de la classe régulière, il faudra dorénavant le justifier et proposer des interventions intelligentes ».

Les parents ont donc acquis une grande force politique. Jusqu'à quel point leur pression ont-elles augmenté ? Les chiffres sont là. En 10 ans, les associations de parents d'enfants handicapés au Québec sont passées de 50 à 500.

Mais, les parents ne sont pas les seuls à avoir agi dans ce dossier là. Ils ont été appuyés par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), un organisme public fondé par le gouvernement en 1978, et qui favorise l'intégration scolaire des enfants handicapés. L'OPHQ a participé à l'intégration scolaire de 600 cas cette année.

SERVICES DE VOYAGES ÉDUCATIFS



Programme de 1 à 5 jours vers Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Boston, New York, Washington...

RENSEIGNEMENTS ET BROCHURES (418) 692-1122 56, RUE ST-PIERRE C.P. 129 QUÉBEC P.Q. G1R 3P3 ORBITOUR — Permis du Québec

IPUM ÉDUCATION



INTERVENTIONS SCOLAIRES EN MILIEU DÉFAVORISÉ Claude Monette Quelle est l'efficacité de ces interventions, quels sont les déterminants du succès et de l'échec scolaire ? Ce livre tente de répondre à ces questions à partir d'un échantillon d'élèves du primaire de la CECM. ISBN: 2-7606-0624-7 — 144 p. — 19.5

DÉPÔSÉ EN EXCLUSIF GAETAN MORIN ÉDITEUR C.P. 180 BOUCHERVILLE, Q.C. J4B 5E5 Tél. (514) 449-2369 Téléc. (514) 449-1096

Une tentative d'intégration ratée

Nicole Canuel

LE MINISTÈRE de l'Éducation s'apprête à lancer en février son plan de relance, pour préciser sa politique concernant l'intégration scolaire. Toutes les commissions scolaires, associations de parents et autres intervenants seront alors consultés. Événement très attendu ! La politique actuelle est jugée beaucoup trop imprécise, de sorte que chaque commission scolaire n'est pas tenue de favoriser l'intégration scolaire. Le cas de Charles, sept ans, atteint de spina-bifida, illustre le problème.

Charles a fait sa pré-maternelle et sa maternelle à l'école Victor-Doré, une école spéciale de la CECM, dans le nord de la ville. Charles était le cas-type d'un enfant prêt à être intégré dans une

école ordinaire. Au niveau académique, il n'y a aucun problème et il est assez autonome. L'école Victor-Doré conseille donc à la mère de l'inscrire, pour sa première année, près d'une école où il habite, sur la Rive-Sud de Montréal.

Le handicap de Charles nécessite une aide technique à certaines heures de la journée (changement de couche, habillage). C'est au niveau de l'aide technique que le projet a échoué. Même s'il semblait y avoir de la bonne volonté de part et d'autre, la mère décide de retirer son fils au bout de trois semaines ; elle considérait que son fils était pris en otage.

Charles est retourné faire sa première année à Victor-Doré, son dossier étant demeuré ouvert, au cas où l'intégration ne fonctionnerait pas !

Charles et sa famille habitaient auparavant à Magog. Quand ils ont décidé de quitter Magog pour la

Rive-Sud de Montréal, les parents croyaient que l'intégration de leur fils se ferait mieux, étant plus près de la grande ville. Maintenant, ils apprennent que leur fils aurait pu être intégré dans son école de quartier de Magog... le directeur de l'école ayant lui-même un enfant atteint de spina-bifida.

Dans toute cette histoire, ce que les parents veulent, c'est le bien-être de leur enfant : si Charles veut avoir accès aux études supérieures plus tard, il est important qu'il s'intègre socialement. Je comprends qu'au niveau financier, personne n'est intéressé à payer pour que toutes les écoles aient des aides techniques, reconnaît la mère. Mais si, au moins, Charles était dans une classe avec quatre ou cinq enfants comme lui, dans une école ordinaire, il pourrait, en plus de vivre dans une famille normale, côtoyer aussi des enfants normaux dans la cour d'école.

en classe à effectif réduit (classe spéciale) sont la motricité et l'autonomie fonctionnelle ». Comment s'en sortir et mener les deux nécessités de front ?

L'intégration des enfants handicapés pourra-t-elle se faire sans que les commissions scolaires, les gouvernements et l'opinion publique y croient ? Dans les commissions scolaires, on a un peu les mains liées. L'intégration des enfants handicapés se heurte encore aux réticences de la population en général. Les décisions sont prises par les commissaires qui sont eux-mêmes élus par la population. « Le phénomène de l'intégration, c'est d'abord un engagement social qui ne se fait pas sans un credo, ajoute Monique Boucher. On est tous d'accord que les handicapés ont leur place dans notre société. Mais quand vient le temps de payer plus d'impôts, de déboursier de l'argent, le credo prend le bord. Ou quand il s'agit d'accueillir un foyer de personnes déficientes intellectuelles sur notre rue, on est encore moins d'accord ! »

Pauline Beaupré, docteur en psycho-éducation de l'Université Laval et rattachée au Centre Cardinal-Villeneuve, un centre de réadaptation pour handicapés physiques, croit que dans ce dossier, tout n'est pas soit blanc, soit noir. Les résultats de son étude sur l'intégration scolaire des enfants présentant une déficience intellectuelle indiquent que chacun des deux milieux de scolarisation a ses points forts. « Ainsi, en général, les enfants intégrés font plus de progrès en graphisme et sur le plan social... Les points forts des enfants scolarisés

L'ÉDUCATION PERMANENTE: UN ATOUT!

- Avancement au travail;
- Recyclage;
- Formation professionnelle;
- Culture.

LE SOIR : 37 PROGRAMMES EN TOUT!

- Du certificat au grade universitaire.

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION : 398-6200

- Toute l'année!



Centre d'éducation permanente L'endroit parfait pour vous perfectionner.

L'école publique, pourquoi s'en priver...



Une diversité humaine enrichissante

L'école publique est ouverte à toutes et à tous. Elle offre un portrait assez fidèle de notre société. On y retrouve des filles et des garçons, des jeunes de milieu aisé et d'autres de milieu plus modeste, des jeunes qui ont de la facilité dans leurs apprentissages et d'autres qui rencontrent plus de difficulté, des jeunes de différentes origines ethniques. Les adolescentes et les adolescents apprécient cette diversité. Elle exige certes des efforts d'adaptation. Cela fait partie des objectifs de la formation donnée à l'école publique.

Vivre dans un milieu scolaire diversifié, c'est se préparer plus adéquatement à vivre dans une telle société.

Ce n'est pas en mettant les jeunes à l'abri de ce pluralisme social qu'on les aide à s'y intégrer ensuite.



Centre de l'enseignement du Québec

MARIE-VICTORIN



Avec des profs qui s'intéressent vraiment à nous, avec des programmes d'études variés et des résidences sur le campus, Marie-Vic c'est vraiment la première classe des colléges!

C'EST UN DÉPART...

Les journées portes ouvertes, du samedi 10 février de 10 h à 16 h et du mardi 13 février de 16 h à 21 h, c'est le temps ou jamais de faire le tour du monde... de Marie-Vic!

Vous pouvez connaître immédiatement la réponse à votre demande d'admission car nous faisons sur place l'étude de votre dossier scolaire.

(En Musique et en Techniques d'éducation spécialisée, il faut attendre les résultats des tests.)



Quand l'école s'implique en milieu défavorisé

Michèle Sarrazin

L'ÉCOLE ESSAIE de répondre aux besoins des milieux défavorisés. Mais on n'alloue pas suffisamment de ressources financières. La Commission des écoles catholiques de Montréal consacre 1 % de son budget pour les milieux défavorisés, mais nous devons travailler fort pour avoir droit à ces sommes», affirme M. Gilles Archambault, directeur de l'école Baril, située au cœur du quartier Hochelaga-Maisonneuve. «Car, pendant que le directeur passe son temps à préparer des projets pour obtenir des budgets, ce temps n'est pas alloué aux enseignants et aux enfants.»

Cette école accueille 625 élèves du primaire, regroupant sous le même toit des classes régulières de 1ère à la 6e année, et des classes de clientèle particulières comme les enfants trisomiques, les enfants souffrant de déviations multiples, un centre de jour pour mésadaptés socio-affectifs lourds, des maternelles quatre ans et des classes de maturation.

L'école Baril dispose d'une aide supplémentaire à son budget dans le cadre de l'Opération Renouveau pour trois projets : les maternelles quatre ans, le supplément alimentaire et des projets locaux d'aide pédagogique (orthophoniste, enseignante-ressource et professeur d'arts plastiques). Au total, elle a reçu cette année 64 653 \$ de la commission scolaire pour sa clientèle. Si, en apparence, cette somme paraît généreuse, elle est loin de permettre de répondre aux besoins multiples de la clientèle de l'école.

C'est que, malgré le succès de l'Opération Renouveau, le travail dans cette école est de plus en plus ardu, parce qu'il y a une détérioration accrue des conditions de vie des gens du quartier. «Nous avons de plus en plus de difficultés avec les enfants d'aujourd'hui, signale M. Archambault, parce qu'ils sont plus amochés au point de vue apprentissage. Ils ont des capacités, mais ils ont tellement de retard. Ce phénomène a pris de plus en plus d'ampleur au début de la décennie 80 avec l'éclatement des familles.

Les enfants du quartier arrivent à l'école sous-stimulés à cause des carences du milieu familial. Plusieurs ont connu des privations physiques, sensorielles (il n'est pas rare de voir des enfants qui ne connaissent pas leurs couleurs), linguistiques et émotionnelles.

Beaucoup de ces enfants manquent d'attention parentale. Plusieurs enfants de 10-11 ans assument déjà des tâches d'adultes et partagent des problèmes d'adultes. 50 % des familles du quartier sont des familles monoparentales. Les enfants n'ont pas de père mais beaucoup de «mon oncle». On retrouve beaucoup de prostitution dans le quartier, de délinquance, de cas de négligence parentale et d'abus sexuels.

«Ceci ne veut pas dire que les parents n'aiment pas leurs enfants, précise M. Archambault, mais il y a plusieurs façons d'aimer.»

Les budgets alloués à l'école Baril ne sont pas destinés à des activités para-scolaires ou à des sorties. Ils servent aux interventions quotidiennes pour aider les enfants à faire leurs apprentissages de base, à lire et à écrire, à les stimuler au point de vue communica-

tion, à adapter les programmes en fonction des besoins de la clientèle du quartier.

L'école utilise les services d'une ressource pédagogique, soit un enseignant qui fait des activités de lecture et d'écriture avec les élèves et les enseignantes régulières.

«Nous travaillons sur l'image de soi des enfants et nous tâchons de leur donner une motivation au travail, dit M. Archambault. Chez nous, l'école ne doit pas juste se contenter d'être le reflet du milieu. Elle doit être aussi le projet. Nous devons aller plus loin que les valeurs du milieu, mais nous devons partir de ces valeurs.»

En plus du support pédagogique, les enfants de l'école bénéficient d'un supplément alimentaire gratuit qui consiste en une collation préparée par le bureau de nutrition de la commission scolaire et servie en avant-midi.

À l'heure du dîner, les repas des élèves sont sous la responsabilité d'une équipe de surveillance. Si l'enfant n'a pas un lunch convenable, on tente de combler son dîner avec les surplus de la collation du matin. Si la surveillante s'aperçoit qu'un enfant n'a pas grand chose à manger, deux ou trois fois de suite, on avertit la travailleuse sociale. C'est que plusieurs de ces enfants, dont les familles attendent le chèque de bien-être, ne mangent pas à leur faim, vers les fins de mois. On a déjà vu un dîner composé d'un pain hot dog saupoudré à l'intérieur de Nestlé Quick et d'un autre de tranches de pain trempées dans du jus d'oranges!

Malgré le fait que l'école ait développé au cours des années une expertise sans pareil pour aider les



PHOTO JACQUES NADEAU

À l'école Baril, les repas des élèves sont sous la responsabilité de surveillants qui s'assurent que tous ont un lunch convenable.

enfants dans leurs difficultés d'apprentissage, le travail s'avère épuisant pour les enseignants qui se plaignent d'avoir à faire davantage de travail social que de l'enseignement. Mais, à l'inverse, pour qui veut s'impliquer, cela peut être très gratifiant.

Selon M. Archambault, environ le tiers des élèves ont de graves troubles d'apprentissage. «Il nous faut des ressources supplémentaires, développer des stratégies d'interventions particulières dans le concret.»

Mais M. Archambault met en doute l'actuelle méthode d'attribution des budgets faite avec l'indice de pauvreté mis au point par le Conseil scolaire de l'Île de Montréal. Le calcul de cet indice a fait en sorte que l'an passé, une petite école de 225 élèves de la petite Bourgogne s'est retrouvée avec le plus gros montant des subventions : 100 000 \$. Alors que d'autres auraient pu bénéficier d'une partie de cette somme. Il faudrait améliorer le mécanisme d'aide financière.

COULOQUE

sur

L'INDIFFÉRENCE RELIGIEUSE: UN NOUVEAU DÉFI POUR L'ÉGLISE

du 23 au 26 mai 1990

à

L'UNIVERSITÉ SAINT-PAUL, OTTAWA

avec

Fernand Dumont, Université Laval, Québec

André Charron, Université de Montréal

Robert Kress, University of San Diego, CA

Marcel Dumais, Université Saint-Paul, Ottawa

Richard Côté, Université Saint-Paul, Ottawa

Joseph Powers, Jesuit School of Theology, Berkeley, CA

André Beauchamp, Éditions Bellarmin, Montréal

*Pour tous ceux et celles que préoccupe ou intéresse
le phénomène contemporain de l'indifférence religieuse.*

Coût de participation: 75\$

Pour renseignements:

Institut des sciences de la mission

Université Saint-Paul

223 rue Main, Ottawa, Ont. K1S 1C4

Tél. (613) 236-1393

Académie Ste-Thérèse



MATERNELLE
(plein temps)
avec service
de garderie

PRIMAIRE ET
SECONDAIRE

EXTERNAT ET PENSIONNAT MIXTE
(5 ET 7 JOURS)

**VOUS DÉSIREZ UNE ÉCOLE DIFFÉRENTE
POUR VOTRE ENFANT**

NOUS OFFRONS:

Un enseignement de qualité du français
Un bon apprentissage de l'anglais
Une place de choix aux sports
Un nombre limité d'élèves par classe
Des activités culturelles variées
Une oreille attentive aux parents

Séances d'information et examens d'admission

Primaire 6 et Secondaire

Samedi 27 janvier 1990 et 3 mars 1990 à 13:00 hres

Information:

Tél.: (514) 434-1130, 425 Blainville Est, Ste-Thérèse

Primaire, tél.: (514) 621-0534, 562, Grande-Côte, Rosemère

Service d'autobus couvrant la région nord ouest de Laval, Ste-Thérèse, Blainville, St-Jérôme, Boisbriand, St-Eustache, Deux-Montagnes, Lorraine, Bois-des-Filion et Terrebonne.

(Permis du M.E.Q. 300520)

LE DEVOIR VOUS OFFRE LA QUALITÉ

POUR INSÉRER UNE ANNONCE SOUS LA RUBRIQUE
CARRIÈRES ET PROFESSIONS 842-9645

Une expérience réussie pour raccrocher les décrocheurs

Michèle Sarrazin

D EPUIS 11 ANS, l'école secondaire Marie-Anne pour « décrocheurs », située au nord de Montréal, a accueilli aux cours de soir et de jour près de 10 000 étudiants pour qui l'école n'avait plus de sens.

Dans son bureau, le directeur Roger Chagnon, qui a contribué à la mise sur pied de cette école en 1978, montre avec fierté les résultats d'un récent sondage fait auprès des anciens finissants pour connaître leur situation. Certains travaillent, d'autres poursuivent leurs études au cégep et plusieurs ont atteint l'université. Il ressort un point commun des réponses des étudiants, c'est la bonne communication avec les professeurs.

Car, pour aider ces « écoeurés du système scolaire » à raccrocher, les professeurs doivent apprivoiser ces jeunes et se rendre disponibles pour des explications supplémentaires. « Il est très important que les professeurs leur donnent le goût du succès dès le départ, car beaucoup de ces élèves ont connu plusieurs échecs auparavant, dit M. Chagnon. Si les jeunes éprouvent des difficultés, nous leur demandons d'en parler à leurs professeurs pour qu'ils puissent les aider. »

Mais, qui sont les décrocheurs ? Ce sont des jeunes sur le marché du travail qui n'ont pas complété leur secondaire ou d'autres qui étaient au secondaire régulier qui ont échoué une matière ou encore qui ont besoin de faire certains cours pour opérer un changement d'orientation. Ces étudiants ont quitté l'école pour diverses raisons : manque d'intérêt, goût d'aller rapidement sur le marché du travail, disputes familiales, mécontentement avec des professeurs au régulier.

La clientèle provient de tous les horizons sociaux : certains viennent de milieux défavorisés, d'autres sont des enfants de professionnels, d'artistes et même de ministres.

Pour être admis à Marie-Anne, l'étudiant doit être motivé pour reprendre ses études. Il doit avoir abandonné l'école depuis au moins un an, être de niveau de 3e, 4e et 5e secondaire et faire partie du territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les horaires, faits à la main, sont bâtis en fonction de la disponibilité des étudiants et leur permettent de

travailler, car près de 70 % de la clientèle âgée de 16 à 22 ans subviennent déjà à ses besoins.

D'ailleurs, la direction et les enseignants se sont aperçus rapidement que plusieurs de ces étudiants vivaient des conditions de vie très précaires. Pour les jeunes âgés de moins de 18 ans, l'école a créé un fonds de dépannage dans lequel le directeur, les professeurs et la caisse populaire du quartier ont investi de l'argent pour faire des prêts aux étudiants pour qu'ils puissent manger.

Depuis trois, quatre ans, l'école fait face à un nouveau phénomène. Les adolescents sont mis à la porte de la maison de plus en plus jeunes, à 16 et 18 ans. Les parents estiment qu'ils ont fait leur devoir et ça suffit. « Tous les mois, je reçois des élèves qui arrivent en larmes dans mon bureau et qui ne savent plus où aller. Nous les aidons à se trouver un toit pour et un petit travail pour subvenir à leurs besoins. »

Durant la période qu'ils fréquentent l'école, les professeurs tentent de leur inculquer certains principes d'éducation, afin que les étudiants soient un peu plus nantis pour faire face à la vie. Tout est axé sur le respect de soi, des autres, de l'environnement. « Nous essayons de dire aux jeunes qu'ils ont des droits mais aussi des devoirs. D'ailleurs, il y a beaucoup d'entraide entre les étudiants, c'est comme une vraie famille. »

Près de 70 % des élèves ont complété leurs cours. Au début, l'école a bénéficié de plus de professeurs par groupes d'étudiants. Mais, la commission scolaire a réduit les ressources et accorde même le ratio professeur-élèves qu'au secteur régulier. Un travailleur social et une infirmière complètent l'équipe.

L'expérience de l'école Marie-Anne a suscité une grande curiosité parmi les intervenants en milieu scolaire d'ici et de l'étranger. Fait cocasse, au cours de ses deux premières années d'opération, les juges du tribunal de la jeunesse condamnaient les jeunes délinquants à suivre des cours à Marie-Anne. Le directeur devait leur expliquer que l'école n'était pas un centre d'accueil.

M. Chagnon n'est pas tellement en faveur de la prolifération de telles écoles. « On ne peut pas créer un réseau d'écoles secondaires où les jeunes pourraient y aller comme bon leur semble. Il faut un défi, dit-il, une difficulté. Je ne suis pas certain que ça serait une bonne chose qu'il y en ait beaucoup. » Pour celui-ci, il serait facile de prétendre que l'existence de Marie-Anne est la preuve vivante de l'inefficacité de la filière régulière du système d'enseignement. « Quel que soit le système d'enseignement, il y aura toujours des élèves qui ont des problèmes. Pour certains, la solution, c'est de quitter. »



PHOTO JACQUES NADEAU

Roger Chagnon, directeur de l'école Marie-Anne, peut être fier de la performance de son école pour récupérer les décrocheurs.

IL SUFFIT DE S'INSCRIRE...

Les élèves qui fréquenteront une école de La Commission scolaire Sainte-Croix pour la première fois en septembre 1990 sont invités à se présenter - sur rendez-vous - à l'école primaire ou secondaire de leur quartier, entre le 22 janvier et le 2 février 1990, de 9h à 11h30 ou de 13h30 à 16h.

* À noter que les mercredis 24 et 31 janvier 1990 et les jeudis 25 janvier et 1er février 1990, les écoles seront ouvertes de 9h à 18h.

Pour être admis en maternelle, l'enfant devra être âgé de 5 ans au 30 septembre 1990.

Pour être admis en 1ère année, l'enfant devra être âgé de 6 ans au 30 septembre 1990.

Pour être admis en Secondaire I, l'élève devra avoir complété avec succès son programme d'études primaires.

Lors de l'inscription, le certificat de naissance est requis ainsi que la fiche d'immigration, s'il y a lieu.

Si l'élève a déjà fréquenté une autre école, le dernier bulletin scolaire doit être présenté lors de l'inscription.

Les élèves qui fréquentent déjà une école de La Commission scolaire Sainte-Croix recevront à l'école un formulaire d'inscription pour l'année scolaire 1990-1991.



LA COMMISSION SCOLAIRE
SAINTE-CROIX

RENSEIGNEMENTS:
748-6991

Centre administratif
1100, Côte Vertu
Saint-Laurent (Québec)
H4L 4V1

LES ÉCOLES PRIMAIRES FRANCOPHONES

BEAU SÉJOUR
(2e cycle)
2681, rue Baker
Saint-Laurent
Tél.: 331-5823

CARDINAL-LÉGER
2000, rue Decelles
Saint-Laurent
Tél.: 744-0763

ENFANT-SOLEIL
1615, rue Tassé
Saint-Laurent
Tél.: 747-3065

HENRI-BEAULIEU
1250, rue Chameran
Saint-Laurent
Tél.: 332-0742

LAJOIE
1276, avenue Lajoie
Outremont
Tél.: 272-5723

NOUVELLE-QUERBES
(école alternative)
215, avenue Bloomfield
Outremont
Tél.: 272-7887

SAINT-CLÉMENT
1560, boulevard Laird
Ville Mont-Royal
Tél.: 737-6531

BOIS-FRANC
(1er cycle)
2085, rue de Londres
Saint-Laurent
Tél.: 332-5944

ÉDOUARD-LAURIN
1085, rue Tassé
Saint-Laurent
Tél.: 744-1422

HÉBERT
705, boulevard Décarie
Saint-Laurent
Tél.: 747-7701

JONATHAN
(école alternative)
855, rue Gratton
Saint-Laurent
Tél.: 748-2460

MORAND-NANTEL
(1er cycle)
3600, rue Beauséjour
Saint-Laurent
Tél.: 334-7350

SAINT-GERMAIN
46, avenue Vincent d'Indy
Outremont
Tél.: 735-6691

AQUARELLE
(1er cycle)
2080, rue de Londres
Saint-Laurent
Tél.: 335-1097

LES ÉCOLES SECONDAIRES FRANCOPHONES

ÉMILE-LEGALT
2395, rue Thimens
Saint-Laurent
Tél.: 332-3190

PAUL-GÉRIN-LAJOIE
475, avenue Bloomfield
Outremont
Tél.: 276-3746

PIERRE-LAPORTE
1100, chemin Rockland
Ville Mont-Royal
Tél.: 739-6311



HÂTEZ-VOUS!...
encore quelques places disponibles

École
Ste-Rita de Cascia
5925, Décarie, Montréal H3W 3C9

- Maternelle 4 et 5 ans
- Primaire 1re à 6e année
Permis du M.E.Q. no 749-907
- Mixte Internat Externat
- Enseignement personnalisé et individualisé de 20 élèves maximum
- Cours de rattrapage
- Informatique
- Anglais • Diction
- Judo Gymnastique artistique
- Auto défense
- Escrime • Plein air
- Musique • Danse • Théâtre
- Dessin

Tél.: 342-6076

INSCRIPTION
DU 22 JANVIER
AU 2 FÉVRIER 1990



L'intégration scolaire des allophones va bon train

Michèle Sarrazin

CETTE ANNÉE, les communautés culturelles fournissent la moitié de la clientèle des écoles françaises de la Commission des écoles catholiques de Montréal. En effet, depuis l'adoption de la Charte de la langue française, le réseau francophone accueille les deux tiers de tous les élèves allophones du Québec.

Par ailleurs, l'expérience d'intégration au réseau scolaire s'est singulièrement compliquée avec la venue massive au début des années 80 d'immigrants provenant de pays bouleversés économiquement et politiquement et de cultures non occidentales. Ce phénomène a radicalement changé le portrait d'ensemble.

Ainsi, jusqu'en 1956, 57,7 % des immigrants au Québec provenaient surtout d'Europe tandis qu'en 1985, cette proportion est passée à 22,5 %.

Pour faire face à cette nouvelle situation, la CECM a développé plusieurs services pour les communautés culturelles. Parmi ceux-ci, les classes d'accueil, de francisation, de post-accueil, le programme d'enseignement des langues et des cultures d'origine (PELO) ont été mis sur pied pour améliorer la qualité de la langue maternelle des enfants.

Pour ces jeunes, l'intégration à la vie québécoise représente trois grands problèmes : l'apprentissage d'une nouvelle langue, le retard scolaire à rattraper et le choc culturel.

Même si les classes d'accueil n'ont pas encore trouvé la bonne formule, pour Robert Attar, directeur général du nouvel Office des relations interculturelles, elles fonctionnent avec grand succès, grâce au dévouement conjugué des professeurs, des professionnels, des directions d'écoles et du personnel de soutien. Robert Attar souligne également la tâche monumentale accomplie par le service des études de la CECM, qui a mis sur pied des structures favorisant l'éducation des élèves, développé du matériel pédagogique adéquat et organisé des stages de perfectionnement pour les professeurs.

« Ces élèves doivent d'abord apprendre le français pour ensuite avoir les mêmes chances de réussite que les petits Québécois. Nous avons suivi l'évolution de l'enseignement langue seconde, car on ne peut pas enseigner le français à un non-francophone de la même manière qu'à un Québécois qui parle français depuis sa naissance », a expliqué M. Attar.

La durée moyenne du séjour en classe d'accueil est de 10 mois. Toutefois, malgré le dévouement des professeurs et la bonne volonté des étudiants, ce travail de base est insuffisant et plusieurs devront aller en classe de post-accueil pour une durée pouvant aller jusqu'à 10 autres mois. En septembre dernier, le ministère de l'Éducation du Québec, à la suite des demandes faites par la CECM, a octroyé 3 \$ millions pour accorder un soutien linguistique aux finissants de l'accueil qui s'intègrent au régulier.

Mais, pour le directeur général de l'Office des relations interculturelles, le véritable enjeu de l'intégration des immigrants ne se situe pas au niveau des classes d'accueil. « La question n'est pas de savoir si l'école est prête à accueillir ces nouvelles clientèles, mais de savoir quelles interventions nous devons prévoir pour communiquer et vivre avec ces communautés ethniques. » Aucun doute, la société québécoise doit accomplir un virage vis-à-vis des communautés culturelles, entamer un dialogue constructif. Il faudra un programme qui permette aux immigrants de comprendre les traditions québécoises, de les accepter, de s'y adapter en fonction de ses propres traditions. Car, il y a deux choses qui irritent présentement les immigrants. D'une part, la méconnaissance de la part de la société d'accueil des apports positifs de l'immigration et, d'autre part, certaines formules d'intégration qui peuvent aller jusqu'à l'assimilation.

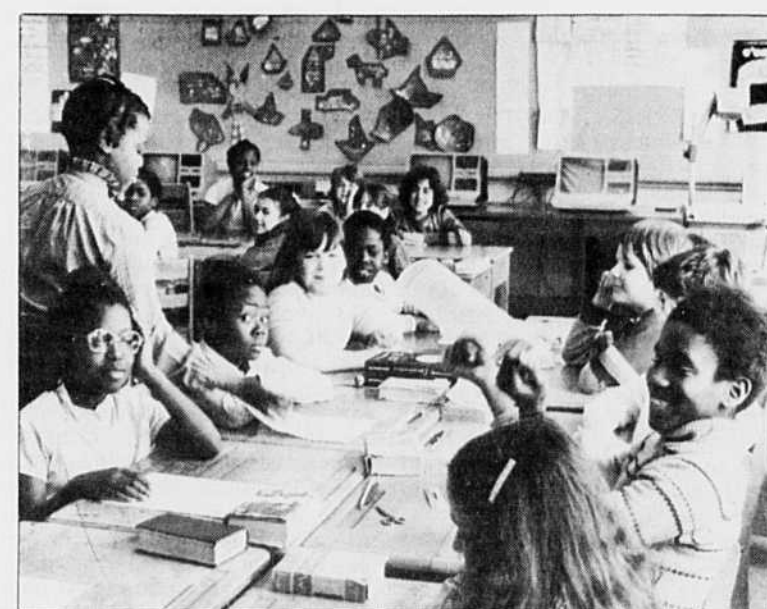


PHOTO JACQUES GRENIER

L'intégration des allophones au réseau scolaire est devenue plus difficile depuis l'arrivée massive d'immigrants dans les années 80.

De son côté, l'Office des relations interculturelles de la CECM est en train d'étudier des pistes d'intervention concrètes en matière de relations interculturelles. Afin d'assurer un meilleur support au milieu multi-ethnique, elle a commencé des expériences dans deux écoles, Saint-Pascal-Baylon et Lambert-Closse, où on affecte des professeurs du PELO (programme d'enseignement des langues d'origine),

à titre d'agent de milieu auprès des parents qui ont besoin d'un grand support. L'Office vient de publier un petit livre en sept langues et a produit un vidéo pour expliquer les services scolaires et l'éducation interculturelle.

Robert Attar souligne qu'il manque cependant de ressources pour les élèves handicapés allophones et les élèves qui présentent de graves troubles d'apprentissage.

Enfin, selui lui, la clientèle scolaire des allophones se dirige en bloc vers les collèges et les universités anglophones. « Il y a une glissade mais il n'y a pas de statistiques officielles. » Il est confiant face à l'avenir, en particulier depuis trois ans : la publication de bulletins sur les relations interculturelles au Cégep Bois-de-Boulogne, au Vieux-Montréal et au Cégep St-Laurent, l'organisation de colloques ainsi que la tenue de rencontres avec les leaders des communautés ethniques sont de signes encourageants. C'est peut-être l'amorce d'un dialogue fructueux avec les communautés culturelles. La clientèle des cégeps est aussi en train de se modifier.



L'école Selwyn House

fondée en 1908

L'école Selwyn House est une institution privée anglophone qui accueille 530 garçons, de la 1^{re} à la 11^e année. Elle est réputée pour son excellent programme académique. De plus, elle possède :

- Excellent ratio maîtres/élèves
- Centre informatique
- Laboratoires scientifiques modernes
- Programme d'arts et de musique
- Deux gymnases
- Gamme complète d'activités sportives et parascolaires
- Programme de français avancé

Les demandes d'admission pour septembre 1990 peuvent être envoyées dès maintenant.

EXAMENS D'ADMISSION

1^{re} - 4^e année: débutant le 22 janvier
5^e - 10^e année: des examens auront lieu à l'école le samedi 7 avril 1990.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au:

Directeur des admissions
L'école Selwyn House
95, Chemin Côte St-Antoine
Westmount, QC H3Y 2H8
(514) 931-9481

Permis No: 749789

CÉGÉPATANT

PARCE QUE

☒ **C'EST PROCHE**
L'autobus 113, à 5 minutes du Métro Angrignon.

☒ **SPORT D'INAIRE!**
Une gamme inégalée de sports et d'activités de plein air

☒ **C'EST CHIC**
On est équipé de la technologie dernier cri

☒ **T'AS L'AIR FRAIS**
Le Parc Angrignon est à deux pas

☒ **C'EST DANS LA POCHE**
Les profs sont toujours là pour t'aider

☒ **ON A DES BOURSES**
Le CÉGEP a 40 bourses à offrir

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

D.E.C. SECTEUR PRÉUNIVERSITAIRE
Sciences - Sciences de la santé - Sciences pures et appliquées
Sciences humaines et administratives • Lettres

D.E.C. SECTEUR TECHNIQUE
Soins infirmiers • Génie civil • Électrotechnique
Technologie physique • Techniques administratives
Techniques de bureau • Informatique

POUR RECEVOIR NOTRE PROSPECTUS TÉLÉPHONÉZ AU
364-3320 poste 169

TOUT LE MONDE À BORD!

Immersion espagnole au soleil

Costa Rica ou Venezuela

Programme incluant avion, hébergement 2 sem. avec 2 repas / jour, cours intensif 5 jours par sem. 4 heures par jour.

À partir de 899\$

DEDUCTIBLE D'IMPÔT

Int.: 735-4526, 1-800-361-9830
Permis du Québec

Ensemble on peut vaincre le cancer

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER

CANADIAN CANCER SOCIETY



Une école plus ouverte aux communautés culturelles

Michèle Sarrazin

VOUS ALLEZ VOIR, quand vous viendrez à l'école, vous allez faire un vrai tour du monde», avait dit au téléphone Robert Desrosiers, professeur de français en secondaire 3 de l'école Saint-Luc. Il n'a jamais si bien dit. Cette école abrite 1500 élèves de 88 nationalités différentes parlant 44 langues. On se croirait aux Nations Unies!

La clientèle de Saint-Luc témoigne de la nouvelle réalité que vivent plusieurs écoles dans la région montréalaise. Mais, si cette nouvelle donnée présente des défis stimulants pour les enseignants, les embûches n'en sont pas moins nombreuses car l'école répond encore imparfaitement aux besoins de ces nouveaux arrivants.

Les enseignants ont beau aimer leur travail, ils vivent un grand confort parce que plusieurs facteurs érodent leurs efforts pour apprendre le français à ces jeunes et les intégrer au secteur régulier.

Dans le cas de Saint-Luc, il y a au premier chef l'environnement défavorable. La polyvalente, qui avait pignon sur rue dans une partie plus francophone de Notre-Dame-de-Grâce, occupe maintenant les locaux de l'ancienne école Marymount, à Côte St-Luc. « Je trouve scandaleux que l'on place une école comme celle-ci en milieu complètement anglophone », s'indigne Thomas Michaud, professeur à l'accueil au secondaire 5. Comment initier les jeunes au français, alors qu'il n'y a même pas moyen de se faire servir en français dans les commerces du quartier?

Autre point qui tracasse les professeurs, les exigences pédagogiques ne sont pas du tout adaptées aux besoins de ces jeunes allophones. Ceux-ci sont soumis aux mêmes programmes que les étudiants québécois. Plusieurs échouent car ils ne possèdent pas suffisamment la langue. Manifestement, un séjour de sept à 10 mois dans les classes d'accueil ne permet pas de posséder le bagage linguistique des Québécois de souche.

« Nous ne réclamons pas de privilèges, dit Robert Desrosiers, mais il faudrait des examens qui correspondent à leur niveau. Nous sommes pris dans des réalités où on nous demande d'offrir une performance comme celles des autres écoles. On nous parle d'école centrée sur les apprentissages. Mais, on ne peut pas faire de miracles. »

Plusieurs enseignants vivent un certain défaitisme, ont le sentiment de travailler pour l'échec car, malgré leur volonté d'aider leurs étudiants, ils savent que ceux-ci, même s'ils sont très intelligents, ne pourront réussir leurs examens à cause de leur handicap linguistique. Pour M. Desrosiers, cela ne fait aucun doute, il faudrait laisser plus d'autonomie aux écoles à forte concentration allophone.

Outre la difficulté d'apprentissage de la langue, les classes sont très hétérogènes, plusieurs élèves sont sous-scolarisés. M. Michaud se souvient d'avoir déjà eu une élève dans sa classe qui gardait les chèvres dans son pays d'origine. Cette année, il a des fils très à l'aise et cultivés d'immigrants investisseurs de Hong Kong.

Mais il y a aussi la difficile coexistence des cultures. Ainsi, un il est arrivé que des étudiants musulmans n'acceptent pas que le profes-

seur soit une femme. Certaines cultures ne conçoivent pas la place de la femme comme au Québec.

Les enseignants reprochent à la direction de la CECM de ne pas tenir compte des nouvelles réalités de la société québécoise, d'utiliser un double langage. « On ne tient pas compte du pluralisme. On ne se rend pas compte que la société québécoise n'est plus une société monolithique et catholique. Il y a des changements à faire à plusieurs niveaux et ça presse. »

Évidemment, l'école ne peut pas tout faire. Mais le malaise persistera chez les enseignants tant que la société québécoise n'enverra pas de messages clairs aux immigrants, au point de vue politique linguistique.

La plupart de ces étudiants travaillent très fort. C'est pourquoi M. Michaud ne les condamne pas s'ils ne parlent pas souvent le français en dehors des heures de cours parce que nos messages ne sont pas assez clairs.



PHOTO JACQUES NADEAU

La Polyvalente Saint-Luc abrite plus de 1500 élèves de 88 nationalités différentes et parlant 44 langues.

cégep

(enseignement régulier, le jour)

LE 1er MARS 1990

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la **SESSION "AUTOMNE 1990"** dans l'un des cégeps suivants:

Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Drummondville
Edouard-Montpetit
Granby
John Abbott
Joliette-
De Lanaudière
Lionel-Groulx
Maisonnette
Montmorency
Outaouais
Rosemont
Saint-Hyacinthe

Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Trois-Rivières
Valleyfield
Victoriaville
Vieux Montréal
Institut de technologie
agro-alimentaire
Institut de tourisme et
d'hôtellerie du Québec

Pour obtenir les formulaires, veuillez vous adresser à votre école, à l'un de ces cégeps ou au:

SRAM

service régional d'admission
du Montréal métropolitain
C.P. 70, Succursale Bourassa,
Montréal (Québec) H2C 3E7

INSCRIPTION POUR 1990-91

CLASSES DE DOUANCE POUR ÉLÈVES SÉRIEUX ET TRAVAILLEURS

ÉCOLE SECONDAIRE DE ROBERVAL
1370, rue de Castelnau est
Montréal, Qc, H2E 1R9



Commission des
écoles protestantes
du Grand Montréal

- Secondaire I à
Secondaire V -
- École publique gratuite
- Une minute de marche
du métro Fabre
- Dimension humaine:
525 élèves
- Discipline traditionnelle

Programme d'enrichissement de qualité:

- Latin (1er cycle)
- Espagnol (2e cycle)
- Histoire internationale
- Informatique
- Mathématiques 434 et 534
- Physique et Chimie
- Possibilité d'un certificat
bilingue
- Alternance travail-étude

INSCRIPTION APRÈS ÉTUDE DU DOSSIER
RENSEIGNEMENTS: **273-4451**

LE DEVOIR VOUS OFFRE LA QUALITÉ
POUR INSÉRER UNE ANNONCE SOUS LA RUBRIQUE
CARRIÈRES ET PROFESSIONS **842-9645**





L'ordinateur à la rescousse des clientèles handicapées

Jeanne Morazain

L'ORDINATEUR est entré dans les écoles. D'une façon modeste jusqu'à ce que la politique s'en mêle et qu'il fasse les manchettes. Pendant ce temps, les enseignants se préoccupaient de savoir ce qu'il avait dans le cerveau. Petit à petit, pédagogues et informaticiens se sont alliés. La machine ayant finalement appris le langage de l'homme, son champ d'utilisation à des fins pédagogiques s'est considérablement élargi.

Même que les plus grands bénéficiaires de l'ordinateur dans l'avenir pourraient bien être les clientèles en difficulté, celles à qui on ne pense pas d'offrir un ordinateur. « Handicap et ordinateur font bon ménage et plus le handicap est grand, plus les résultats sont exceptionnels », affirme Jean Chouinard, du Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur, connu sous le nom d'APO Québec.

Ici, l'ordinateur donne sa pleine mesure. Il permet à l'élève de progresser à son rythme en individualisant l'apprentissage.



PHOTO JACQUES GRENIER

L'ordinateur donne sa pleine mesure dans le cas des élèves en difficulté. Il permet à ces derniers de progresser à leur rythme en individualisant l'apprentissage.

L'expérience a aussi permis de faire ressortir des problèmes de français écrit qui leur sont particuliers. Jean Chouinard en collaboration avec Bernard Dugré, de Trois-Rivières, a mis au point un logiciel, *Le Communicateur*, pour les personnes gravement handicapées physiques et qui ne peuvent parler. Il s'agit d'une orthèse de communication grâce à laquelle elles peuvent écrire des messages, en français conventionnel, sur un écran d'ordinateur. Ce logiciel possède une banque de 10 000 mots (qui pourrait être augmentée à 125 000 mots). Les mots sont regroupés en catégories — articles, noms, adjectifs, verbes, prépositions... — identifiées par un code couleur. Le système effectue les accords, conjuguent les verbes.

« L'ordinateur, explique Jean Chouinard, est essentiel car il répond à un besoin qui n'est pas satisfait autrement. Maintenant qu'elles peuvent communiquer, il est possible d'envisager l'intégration sociale et éventuellement professionnelle de ces personnes handicapées ». Si la technologie s'en mêle et perfectionne la synthèse vocale du message écrit, cette évolution se fera plus rapidement encore.

Les déficients visuels peuvent eux aussi profiter des bienfaits de l'informatique depuis l'apparition de logiciels de traduction rapide, dans les deux sens, du texte en noir au texte en braille. Les recherches sur la synthèse de la voix laissent ici aussi présager des répercussions importantes.

Vous n'auriez pas pensé à donner un ordinateur à un analphabète ? D'autres l'ont fait avec succès. L'utilisation du traitement de texte redonne confiance à l'analphabète sans faire réapparaître les blocages d'antan face à l'école. « Ses effets affectifs sont importants, souligne Ginette Landreville, d'APO Québec. De plus, travailler avec un ordinateur apparaît revalorisant parce que cette technologie est assimilée aux personnes très scolarisées. De plus, il contourne les difficultés calligraphiques et les problèmes de motricité fréquents chez les analphabètes ».

En plus de s'initier au traitement de texte, ces derniers réapprennent, par l'intermédiaire de mises en situation significatives, à maîtriser les éléments de base de l'écriture. Bien entendu, il demeure un outil à ne pas utiliser seul. APO Québec a produit en collaboration avec deux groupes d'alphabétisation deux guides d'utilisation pour les intervenants en alphabétisation.

Voir page 22 : Ordinateur



organisées par la
Fédération des cégeps

PROVIGO
s'associe à cette activité.

CONFÉRENCIER

INVITÉ

**M. Yvan
Bussièrès**

premier vice-président

exécutif et

chef des opérations

du groupe Provigo

**DES
NOUVELLES
APPROCHES
DANS UNE
CONCERTATION
INDUSTRIES-
CÉGEPS**

Conférence suivie
d'une table ronde

Le vendredi
23 février 1990,
de 9 h 30 à 12 h
au Salon
Porte du Palais de
l'Hôtel Hilton Québec
3 Place Québec
Québec

Entrée libre
Laissez-passer
obligatoire
Tél.: (514) 381-8631
poste 342



COLLÈGE FRANÇAIS

**INSCRIPTIONS (MONTRÉAL-
LONGUEUIL): IL RESTE ENCORE DES
PLACES NOTAMMENT EN SECONDAIRE I**

MATERNELLES ET PRIMAIRE

- Annexe Montréal
5155, De Gaspé
- Annexe Cartierville
12349, De Serres
- Annexe Longueuil
1391, Beauregard
(externat-pensionnat)

SECONDAIRE (2 campus)

- Montréal
185, Fairmount O.
(externat-pensionnat)
- Longueuil
1340, Nobert

COLLÉGIAL, D.E.C. EN 2 ANS (CAMPUS DE MONTRÉAL)

OPTIONS

- SCIENCES:
Sciences Pures et
appliquées
Sciences de la santé
- SCIENCES HUMAINES:
avec ou sans mathématiques
- SCIENCES DE
L'ADMINISTRATION
- LETTRES

Service de prêts et bourses du ministère de
l'Éducation du Québec

• PROGRAMME ÉTUDES-SPORTS

- Le Collège Français, ayant opté pour les programmes ÉTUDES-SPORTS, propose à ses élèves du secondaire V et du Collégial:
- HOCKEY:
• JUNIOR-MAJEUR aréna
JEAN-BÉLIVEAU Longueuil
- TIER 2 (ex JUNIOR AA; Aréna
OLYMPIA Longueuil
- COLLÉGIAL AA: Aréna Paul-
Sauvé
- FOOTBALL: COLLÉGIAL AA
- TENNIS: COLLÉGIAL A
(Le plus haut niveau de tennis)
- SOCCER: aux différents
niveaux du secondaire-
(cadets...) et du Collégial

LOISIRS CULTURE

CAMP DE VACANCES (4 saisons)

- un camp de vacances (160 places) dans les Appalaches «Altitude 2 001» à Ste-Hélène de Chester près de Victoriaville. Renseignements, inscriptions et prospectus Richard Caisse (819) 382-2300 ou 2332 ou (514) 495-2561.
- ACTIVITÉS CULTURELLES
- École de théâtre en collaboration avec la ville d'Outremont
- Le Collège Français possède 1 théâtre avenue Fairmount «Le Mont-Royal», un auditorium et bientôt un théâtre de plus de 600 places à Longueuil. Informations spectacles dans la presse
- Informations de voyages et séjours linguistiques en Europe.
- À TITRE D'INFORMATIONS:
• Le C.F. reconnu d'intérêt public (secondaire et collégial) offre à ses 5000 étudiants un cours primaire, secondaire et collégial.
- Le C.F. offre le transport scolaire dans la région métropolitaine (Montréal - Laval - Les Basses Laurentides - La Rive-Sud)
- Les parents sont reçus individuellement au moment de l'inscription.

Renseignements, dépliants, inscriptions: 495-2581

INSTITUT CATHOLIQUE DE MONTRÉAL

Ecole privée
pour la formation
et le perfectionnement
des maîtres

Baccalauréat ès Sciences
— Majeur en éducation
— Mineur en enseignement
préscolaire et primaire

UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL



2715, Ch. de la Côte Ste-Catherine
Montréal, Québec H3T 1B6
(514) 735-4881

INSTITUT CATHOLIQUE DE MONTRÉAL

JOURNÉES "PORTE OUVERTE"

**Le samedi 03 février 1990
de 10 h à 15 h**

*** léger goûter disponible

Tu désires faire carrière dans
l'enseignement au préscolaire
ou au primaire?

Tu souhaites devenir
**un professionnel de
l'éducation,
un éducateur cultivé,
un enseignant catholique?**

Tu veux un milieu de vie
respectueux de tes valeurs
spirituelles et religieuses?

CHOISIS: ICM

2715, Ch. de la Côte Ste-Catherine
Montréal, Québec H3T 1B6 (514) 735-4881

Le réseau privé se préoccupe aussi des enfants en difficulté

DE PLUS EN PLUS de parents se tournent vers le réseau d'enseignement privé pour assurer une éducation à leurs enfants. Ce dernier doit répondre lui aussi à des demandes provenant de diverses clientèles.

Tandis que les écoles et les collèges privés traditionnels s'appuient sur leur réputation de performance académique et leurs critères élevés de sélection pour satisfaire les attentes des parents, des écoles spécialisées ont mis au point des services particuliers pour répondre aux besoins des enfants en difficulté d'apprentissage et, voire même, venir en appui au réseau public.

Pour les enfants en difficulté

Le réseau d'enseignement privé, ce qui est moins connu, offre plusieurs services spécialisés à certaines clientèles spécifiques et, de façon générale, à des enfants en difficulté d'apprentissage. D'ailleurs plusieurs de ces institutions d'enseignement ont été fondées par des parents à une époque où le réseau ne répondait pas aux besoins particuliers de leurs enfants.

Parmi ceux-ci, le Centre François Michel, situé à Ahuntsic, accueille 125 élèves atteints de déficience légère ou de lenteur intellectuelle. La clientèle du centre est constituée d'enfants et d'adolescents dont le potentiel peut être ralenti par d'autres troubles d'apprentissage, de langage, de psychomotricité et d'adaptation. Fait à souligner, ce centre, comme plusieurs autres, bénéficient d'importantes subventions, ce qui permet aux parents à faible revenu d'avoir accès à ces services gratuitement.

Au Centre François Michel, une équipe de 30 cliniciens et profes-

sionnels (orthopédagogues, psychologues, orthophonistes, travailleurs sociaux) développent en équipe des plans de traitements individualisés pour les élèves dont la durée moyenne de séjour est de 3-4 ans. Par la suite, ces jeunes intègrent l'école régulière.

« Nous suivons les mêmes programmes du ministère de l'Éducation que les autres écoles. Mais, nous adaptons notre enseignement aux besoins de ces jeunes », affirme Gisèle Alie, directrice du centre.

Afin de favoriser les interventions précoces pour augmenter leurs chances d'intégration, le Centre accueille, depuis septembre 89, les petits âgés de 4 ans qui présentent un retard de développement. L'école leur offre un programme de pré-maternelle et assure le transport. Toutefois, le travail des pédagogues, précise madame Alie, doit se faire avec la collaboration active des parents.

Fondé il y a 35 ans, le Centre Peter Hall a développé une expertise de tout premier plan pour les enfants souffrant de handicaps intellectuels légers, moyens et lourds. Le Centre reçoit un fort pourcentage de jeunes qui souffrent de déficience profonde, accompagnés de multiples handicaps. 720 élèves fréquentent les quatre écoles du Centre Peter Hall, réparties sur le territoire de l'île de Montréal : l'école St-Laurent à Ville St-Laurent, l'école Lajoie à Montréal-Nord, l'école St-Victor à Hochelaga et l'école Lasalle à Ville Lasalle.

Chacune de ces écoles compte sur une équipe d'enseignants et de professionnels qui conçoivent sur une base multidisciplinaire et non clinique des plans d'enseignement. Étant donné que le ministère de l'Éducation du Québec n'a pas dé-

veloppé de programmes pédagogiques prescriptifs pour les déficients lourds, le Centre Peter Hall a mis au point son propre programme d'éducation et de rééducation afin de rendre ces jeunes le plus autonome possible, développer leur motricité, leurs aptitudes à communiquer et à socialiser, etc.

Au fil des ans, le Centre Peter Hall est devenu un lieu de recherche-développement très important dans le domaine de la déficience mentale. Le Centre est à l'affût des derniers développements dans ce domaine et est sur le point de signer des ententes avec des universités pour créer des stages de formation spécialisés. Il dessert la clientèle de 43 commissions scolaires au Québec.

De son côté, l'école Orale de Montréal pour les Sourds, située à Lachine, a développé une expertise reconnue à travers le monde. Elle accueille des enfants âgés de 3 à 21 ans qui présentent divers degrés de problèmes auditifs. La plupart de ces enfants sont référés par le Montreal Children Hospital ou l'Université McGill.

L'école s'occupe de 165 élèves dont une centaine bénéficient du service itinérant. Des professeurs spécialisés visitent les élèves en classes régulières deux fois par semaine et aident les professeurs et les enfants à faire leurs exercices.

Pour les enfants de 3-4 ans, on offre un programme qui jumelle les entendants et les sourds. « L'objectif de l'école, explique Agnès Philip, la directrice, est de favoriser le plus possible l'intégration des enfants atteints de surdité aux classes régulières. » L'école dispose d'une équipe de 30 professeurs. Une travailleuse sociale donne égale-

Voir page 20: Privé



PHOTO CHANTAL KEYSER

Les collèges privés eux-aussi doivent s'adapter aux nouvelles réalités sociales et économiques qui touchent leur clientèle.

Une formation privilégiée

Je sais ce que je veux:

- Un domaine d'études qui correspond à mes goûts et à mes possibilités
- Un emploi à la hauteur de mes compétences

Bref, une université qui saura assurer mon avenir

Et j'ai trouvé:

L'Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue

Je choisis d'étudier dans l'un ou l'autre des domaines suivants:

- Le baccalauréat en administration
- Le baccalauréat en sciences comptables
- Le baccalauréat en génie unifié
- Le baccalauréat en informatique de gestion
- Le baccalauréat en travail social
- Le baccalauréat en sciences infirmières
- Le baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire
- Le baccalauréat en psycho-éducation

On saura me guider avec assurance.
Le bureau du registraire (819) 762-0971



Université du Québec
en Abitibi-Témiscamingue

42, rue Mgr Rhéaume Est, case postale 700, Rouyn, Québec
J9X 5E4
Téléphone: (819) 762-0971

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF



ÉTUDES SECONDAIRES

- Garçons de 1re à 4e secondaire
- Mixte en 5e secondaire (places disponibles)
- Résidence pour les garçons de 1re à 5e secondaire et les filles de 5e secondaire
- Nous offrons la continuité...au collégial
- Nous préparons les élèves au baccalauréat international offert au collégial
- Bourses d'études

ÉTUDES COLLÉGIALES

- Sciences
- Sciences humaines et de l'administration
- Sciences des communications
- Arts et lettres
- Baccalauréat international
- Service de résidence pour filles et pour garçons
- Bourses d'études

Prospectus sur demande

342-1320

Collège privé déclaré d'intérêt public

3200, chemin Sainte-Catherine
Montréal, Québec H3T 1C1

poste 262 (collégial)
poste 231 (secondaire)



◆ Privé

ment des sessions de groupes aux parents afin de les impliquer au maximum.

La réputation de l'école Orale de Montréal pour les Sourds a déjà franchi les frontières du pays. Outre la clientèle de Montréal, de la Rive-Sud et de Laval, elle a déjà accueilli des jeunes des États-Unis, de Haïti et même d'Indonésie!

Cette école travaille en étroite collaboration avec les commissions scolaires qui lui réfèrent des enfants sourds ou malentendants. Celles-ci peuvent d'ailleurs conclure des ententes qui leur permettent de payer pour ces services spécialisés.

Quant à l'école Vanguard, située à Ville St-Laurent, elle dispense un enseignement de niveau primaire et secondaire à des jeunes aux prises avec d'importants troubles d'apprentissage d'ordre neurologique ou de langage. « Les enfants ne souffrent pas de déficience mentale, ils ont un quotient intellectuel normal mais ils ont d'importants troubles d'apprentissage, surtout en mathématiques et en français »,

explique Line Laplante, orthopédagogue spécialiste et responsable de l'admission.

La durée minimum du séjour des élèves est de deux ans. La collaboration des parents est essentielle pour aider les enfants à améliorer leur rendement académique et se développer au plan social. Car, beaucoup de ces enfants arrivent tard et ont accumulé beaucoup de frustrations à cause de leur incapacité à apprendre au même rythme que les autres. « Mais, poursuit, madame Laplante, ce n'est pas la majorité de la clientèle qui pourra poursuivre un cheminement régulier dans leurs études. »

Ce type de clientèle nécessite beaucoup d'encadrement professionnel. Le titulaire de chaque classe est un orthopédagogue. Il est assisté de deux psychologues, deux orthophonistes, un travailleur social et deux techniciens en psychoéducation.

Le réseau privé d'enseignement offre également d'autres ressources qui viennent en aide à différentes clientèles. Les personnes qui souhaitent en connaître davantage

peuvent consulter un répertoire sur les services offerts par les établissements d'enseignement privé pour l'enfance en difficulté d'adaptation et d'apprentissage. Ce document, publié par le ministère de l'Éducation, est disponible à Québec à la direction générale de l'enseignement privé.

Pour la clientèle régulière

Dans le cas des clientèles régulières, que ce soit pour les niveaux primaire, secondaire ou collégial, les collèges privés ont également mis au point toute une gamme de services pédagogiques connexes pour répondre aux nouvelles demandes des parents.

Par exemple, dans certaines écoles comme l'Académie Michelle Provost et la Villa Sainte-Marceline, situées au cœur de Montréal, qui dispensent des cours au primaire et au secondaire, on offre l'étude du soir, ce qui permet aux élèves de faire leurs devoirs à l'école. D'autres collèges offrent aussi un service de garde après l'étude et, si les parents sont retenus au travail, l'enfant peut souper à l'école. Même chose le matin pour le petit déjeuner. Quelques institutions religieuses comme le Pensionnat des Sacrés Coeurs à Saint-Basile-le-Grand, en banlieue de Montréal, donne même un service de demi-pension et de pension complète pour les enfants du primaire.

Sur le plan académique, ces écoles respectent le programme du ministère en mettant cependant l'accent sur certaines matières de base, comme le français, les mathématiques, l'anglais et les sciences.

« Nous respectons le programme du ministère, mais dans une version améliorée », affirme Michelle Provost, directrice générale de l'Académie depuis 33 ans et dont la philosophie est d'ouvrir l'école aux élèves de toute nationalité, race et confession religieuse.

Au chapitre des activités parascolaires, les étudiants qui fréquentent ces institutions peuvent aussi s'inscrire à des activités physiques ou culturelles.

Tandis que l'enseignement et les services connexes demeurent les principaux atouts au niveau primaire, au secondaire, c'est l'encadrement et le soutien scolaire qui attirent surtout la clientèle.

Plusieurs collèges secondaires se sont donnés comme projet éducatif le développement intégral des élèves. « On ne conçoit pas notre rôle comme seulement du bourrage de crâne », précise Origène Voisine, directeur général du Collège des Eudistes, qui accueille plus de 1200 étudiants. « Nous voulons développer toutes les dimensions de la personnalité des jeunes. »

En plus des matières de base du ministère, plusieurs institutions ont ajouté à leur programme d'autres matières obligatoires, comme le latin, l'informatique ou la musique. « Nous sommes très à l'écoute des parents, assure M. Voisine. Par exemple, le cours de musique obligatoire a été demandé par les parents. »

Certains de ces collèges prévoient dans l'horaire des enseignants des cours privés de recyclage dans les matières de base pour venir en aide aux élèves qui éprouvent des difficultés.

Au collégial, tout comme au secondaire, l'encadrement et le soutien aux étudiants trouvent sa place. Mais, sous une forme plus souple, adaptée à la clientèle.

Par exemple, au collège André Grasset qui dispense l'enseignement collégial général, on a développé une gamme de services de soutien académique aux étudiants qui ont besoin d'aide. À la mi-session, les performances académiques de tous les élèves sont évaluées. Si un étudiant a des difficul-

tés dans trois matières et plus, on propose la formule « rayon X » qui consiste en une série d'encadrements.

Selon ses besoins, l'étudiant peut suivre des cours particuliers ou participer à des ateliers d'études sur la prise de notes, la planification de son temps, la lecture, le stress face aux examens, le développement de l'autonomie et la motivation.

Mais il n'y a pas que l'encadrement qui attire les étudiants. Ceux-ci choisissent également un collège privé pour y trouver une qualité de vie et des services personnalisés.

Certains collèges vont jusqu'à offrir des bourses d'études pour les étudiants qui n'ont pas les moyens de payer leurs frais de scolarité.

Enfin, pour répondre aux étudiants doués qui veulent poursuivre des études à l'extérieur du pays, certaines institutions, comme le Collège Jean-de-Brébeuf, offrent le Baccalauréat international, « un programme enrichi » en quelque sorte, qui répond aux exigences de plusieurs institutions et universités étrangères.

En guise de conclusion, mentionnons que malgré le déclin de la population étudiante et l'augmentation des frais de scolarité, la croissance des inscriptions au secteur privé a été constante au cours des huit dernières années. La population étudiante a augmenté de 15,6 % pour atteindre 120 069 tandis que le secteur public a diminué de 6,5 % pour se fixer à 1 167 642.

centre des arts visuels

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT!

Cours de 10 semaines débutant le 5 février

TEXTILES:

- COURTEPOINTE
- IMPRESSION & ESTAMPE
- PEINTURE SUR SOIE
- TRICOT MACHINE
- TRICOT MAIN

ATELIERS DE FIN DE SEMAINE:

- DESIGN POUR TRICOTEURS-EUSES
- A LA MACHINE
- TECH. DE FANTAISIE SUR MACHINE À TRICOTER

BEAUX-ARTS

- AQUARELLE
- ASPECTS CONSTRUCTIFS & EXPRESSIFS DE LA COULEUR
- CALLIGRAPHIE
- DESSIN DU CORPS HUMAIN
- PEINTURE À L'HUILE

CÉRAMIQUE:

- CONTRÔLE DU STRESS PAR LA MÉTHODE BERENSOHN
- RAKU

350, avenue Victoria, Westmount, Qué H3Z 2N4

Tél.: 488-9558

Organisme sans but lucratif, subv. en partie par le ministère des Affaires culturelles, permis CP0122-Loi sur l'enseignement privé, ministère de l'Éducation.



PROGRAMME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (PRODEV)

Le programme

- est conçu dans une optique interdisciplinaire;
- se donne à temps complet et à temps partiel;
- mène à l'obtention d'un Diplôme d'études supérieures en développement international et coopération.

Conditions d'admission

- baccalauréat universitaire (avec spécialisation) ou l'équivalent;
- expérience en développement international ou intention de travailler dans ce domaine;
- connaissance pratique des deux langues officielles est souhaitable.

On peut obtenir une brochure et un formulaire de demande d'admission en s'adressant à:



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

L'adjointe scolaire
INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE COOPÉRATION
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario)
K1N 6N5 Tél.: (613)564-4910



COURS DE LANGUES AU YMCA

MONTREAL

- ☐ ANGLAIS ☐ FRANÇAIS ☐ ESPAGNOL ☐ ITALIEN
- ☐ PORTUGAIS ☐ GREC ☐ CHINOIS ☐ JAPONAIS ☐ ALLEMAND

- Groupe de 8 à 16 étudiants, matin, après-midi, soir ou samedi
- Début: 12 mars • Inscription: 27, 28 février, 1er, 6, 7, 8 mars
- Coût: (21 hrs) 85 \$; (42 hrs) 160 \$; (84 hrs) 260 \$

CENTRE-VILLE

1450, rue Stanley (métro Peel)

849-8393

poste 712 et 732

TROISIÈME ÉDITION

LES TRAQUENARDS DE LA GRAMMAIRE ANGLAISE

DANIEL SLOATE ET DENIS G. GAUVIN



GUERNICA

LES TRAQUENARDS DE LA GRAMMAIRE ANGLAISE

Guide à l'intention des francophones

Daniel Sloate et Denis G. Gauvin

ISBN 2-89135-013-8 200 pages - 15,00\$

en vente chez votre libraire

Les éditions

Guernica

Diffusion: D.M.R. 3700 A Boul. Saint-Laurent, Montréal H2X 2V4



Le Québec ne peut pas se priver des enfants doués

Jeanne Morazain

LES RESSOURCES dont disposent nos réseaux d'éducation sont déjà insuffisantes. Dans ce contexte, nombreux sont ceux qui affirment que la priorité doit être accordée aux clientèles démunies. Que les enfants doués ne bénéficient pas d'une attention particulière n'est pas dramatique, disent-ils. Ne sont-ils pas mieux équipés pour faire leur chemin dans la vie ?

Pourquoi les pénaliser parce qu'ils sont mieux équipés ?, répond François Gagné, professeur de psychologie à l'Université du Québec à Montréal et chercheur en douance. « Il n'y a pas lieu d'être alarmiste : ils ne se suicident pas davantage, ne décrochent pas en plus grand nombre, ne sont pas plus délinquants. Le problème, c'est qu'ils devraient l'être moins ! Il ne sont donc pas plus mésadaptés. Au contraire, ils s'adaptent fort bien au programme régulier. La paresse s'installe car il ne fonctionne qu'à 10 %, 15 % ou 30 % de leur potentiel. La punition la plus courante est l'ennui, le désintéressement ».

François Gagné propose une définition très large des enfants doués. Il ne considère pas uniquement ceux qui émergent sur le plan intellectuel. Il tient compte de la créativité et de plusieurs autres habiletés. Selon lui, le talent est la manifestation d'une douance quelconque et se partage entre cinq grands champs : le scolaire, le technologique, l'artistique, le sportif auxquels il faut ajouter les relations interpersonnelles, un champ « où se recrutent souvent les gens d'affaires et les leaders ».

Dans certains secteurs, la douance est pleinement reconnue, la musique ou le sport par exemple. Personne ne conteste les programmes spéciaux destinés à l'élite sportive ou aux enfants qui ont des dons musicaux. Les autres champs souffrent de sous-développement.

La nécessité de développer des programmes est loin d'être acquise. À preuve, au ministère de l'Éducation, le dossier de la douance n'a pas de responsable à temps plein. Rares aussi sont les commissions scolaires qui ont adopté une politique définie. Pendant ce temps, en Ontario, une loi oblige les commissions scolaires à donner des services aux enfants exceptionnels y compris les doués.

Combien il y a-t-il d'enfants doués dans les écoles du Québec ? La réponse diffère selon qu'on est gestionnaire ou praticien. Les premiers évaluent leur nombre à 5 % des inscriptions ; les seconds pensent que de 15 % à 20 % des élèves pourraient tirer profit d'activités enrichies.

La voie utilisée le plus fréquemment est l'enrichissement du programme régulier. Les enfants particulièrement doués se voient proposer, durant quelques heures, des activités additionnelles et des apprentissages hors programmes. « C'est mieux que rien, constate M. Gagné, mais ce n'est pas assez ».

Les matières elles-mêmes sont enseignées au même rythme. Il s'agit trop souvent de travailler plus longtemps une même chose, pas d'un approfondissement. Les efforts pour enrichir l'apprentissage des matières elles-mêmes sont rares. Quelques commissions scolaires offrent des classes accélératrices où l'on complète en deux ans au lieu de trois par exemple le deuxième cycle du primaire. Il existe de telles classes notamment à Boucherville, à Beloeil et à Sherbrooke.

Enfin, il y a ici et là quelques projets spéciaux. L'école primaire Christ-Roi et l'école secondaire Sophie-Barat, deux écoles de la CECM, offrent un secteur douance. Les rares écoles internationales remplissent un rôle important pour les élèves doués.

Par contre, il ne faut pas assimiler école privée et douance. L'école privée rejoint trop peu d'enfants au primaire et seulement quelque 15 % des élèves du second

aire ; sa performance est due à des critères de sélection plus rigoureux.

En somme, conclut François Gagné, « les expériences sont encore parcellaires. Elles partent des écoles, des enseignants, des parents. » Les choses pourraient changer sous peu puisque la Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec vient de prendre fait et cause pour la douance et de demander au ministère de l'Éducation d'adopter une politique formelle à cet égard.

La Commission scolaire Sault-Saint-Louis, qui dessert 10 000 élèves francophones de l'Ouest de l'Île de Montréal, est peut-être la seule au Québec à avoir nommé un responsable à temps plein du dossier douance. Le mandat de Carole Morelli, conseillère pédagogique, consiste à dépister les enfants talentueux et à leur offrir des services.

L'administration de tests étant une mesure coûteuse, le dépistage se fait d'une part en sondant l'intérêt et la motivation des enfants eux-mêmes. Ensuite un deuxième sondage se fait auprès des camarades d'une même classe. Enfin, les enseignants participent au dépistage en utilisant une grille de caractéristiques qui comprend entre autres la curiosité intellectuelle, la créativité et même... l'humour.

Au primaire, nous dit Carole Morelli, « l'option des commissaires est de ne pas créer de classes spéciales et de rester le plus près possible des classes régulières ». Les élèves doués se voient proposer des projets dans le domaine des arts ou des sciences dont la réalisation nécessite environ deux heures par semaine. « Ils ne veulent pas toujours consacrer du temps et des énergies à des activités additionnelles ». Certains parce qu'ils ont déjà un agenda d'activités parascolaires très chargé ; d'autres parce qu'ils s'accommodent fort bien d'une certaine facilité.

Au secondaire, il existe des classes spéciales avec latin et enrichissement du programme des matiè-

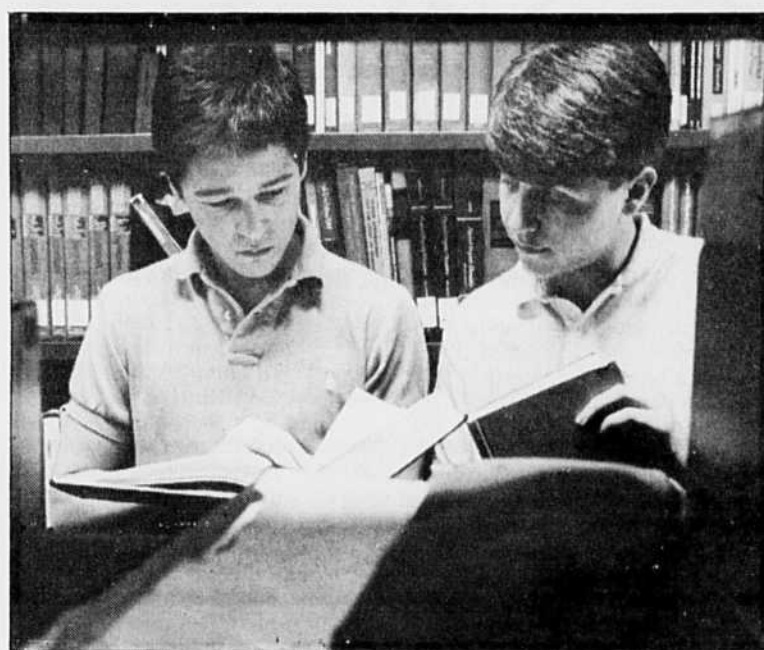


PHOTO LOUISE LEMIEUX

Le réseau scolaire actuel ne répond pas adéquatement aux besoins des élèves doués.

res de base, le français, les mathématiques et l'anglais. Une des écoles de la Commission scolaire

Sault-Saint-Louis offre un programme sports-études.

Voir page 22 : Doués



STAGE HAÏTI ÉTÉ 1990

SENSIBILISATION au développement international, organisé par l'Association québécoise pour l'avancement des Nations unies.

- Contacts avec la population
- Visites de projets communautaires
- Intégration dans une communauté rurale
- Échanges sur le développement

- DATE ET DURÉE**
- Départ fin juin 1990
 - Durée 4 semaines
 - Inscription avant le 1er février 1990
 - Les dépenses sont à la charge des participants.

N.B.: Les modalités de paiement se font avec une agence de voyages.

POUR RENSEIGNEMENTS:

Montréal:	Isabelle Nault	(514) 388-5660
	Pierre Dextrase	(514) 659-5233
Gatineau:	Suzanne Bédard	(819) 568-8519
Québec:	Étienne Pouliot	(418) 688-9777
Beauce:	Clarisse Pouliot	(418) 397-6982
Saguenay:	Michèle Gobeil	(418) 543-7548

LA QUALITÉ

LA GESTION DE L'EXCELLENCE EN ÉDUCATION

Gérard Éthier

Après la démocratisation de l'enseignement, tous les agents de l'éducation, en particulier les gestionnaires et les enseignants, seront donc intéressés par cet ouvrage. Les connaissances découlant de la science de la gestion fournissent aux gestionnaires d'écoles des outils de première main pour atteindre l'excellence, mais l'utilisation intelligente et sensée de ces connaissances fait appel avant tout au bon jugement, à la volonté de réussir, au sens de la justice, à la compétence professionnelle, à la rigueur intellectuelle et au sens des responsabilités. Ce livre est une synthèse des théories générales en gestion appliquées au milieu scolaire. L'auteur y décrit comment elles peuvent contribuer à l'atteinte de la qualité.

1989, ISBN 2-7605-0523-5, 384 pages 28\$

DE L'ÉDUCATION:

LE MONOPOLE PUBLIC DE L'ÉDUCATION

Jean-Luc Migué et Richard Marceau

Où l'économie politique de la médiocrité! Voilà qui en dit long sur les idées énoncées dans cet ouvrage. Les auteurs critiquent la gestion de l'appareil politico-bureaucratique en matière d'éducation scolaire au Québec. Ils expliquent comment les règles du jeu de cet appareil conduisent à une piètre qualité de notre système éducationnel et pourquoi ce système coûte si cher aux contribuables québécois.

1989, ISBN 2-7605-0554-5, 224 pages 20\$

UN ENSEIGNEMENT DE QUALITÉ PAR LA SUPERVISION SYNERGIQUE

Dominique Morissette, Luc Girard, Éric McLean, Marcel Parent et Paul Laurin

Ce modèle d'enseignement suppose que le superviseur et le supervisé veulent s'améliorer et apprendre à condition que cet apprentissage procure de la satisfaction plutôt que de l'anxiété.

ISBN 2-7605-0572-3, 96 pages, à paraître à l'hiver 1990.

LA RECHERCHE QUALITATIVE EN ÉDUCATION. MÉTHODOLOGIE

Yves Poisson

L'analyse des facteurs historiques et sociaux permet d'envisager une approche de la recherche en éducation basée sur les faits réels. On y décrit entre autres les différentes techniques à utiliser et la manière de rédiger un rapport.

ISBN 2-7605-0563-7, 168 pages, à paraître à l'hiver 1990.

UN OBJECTIF

VOUS AIMEREZ LIRE AUSSI

POUR UNE PÉDAGOGIE ACTIVE ET CRÉATIVE

Samuel Amégan

1987, 192 pages, ISBN 2-7605-0410-7 19\$

INNOVATION EN ÉDUCATION AU QUÉBEC

Roger A. Cormier et M. Gagnon

1986, 256 pages, ISBN 2-7605-0390-9 16\$

LA FAMILLE DYNAMIQUE

S. G. Luthman et al.

Éditions St-Yves, 1985, 234 pages, ISBN 2-89034-018-X 19\$

ÉDUCER À LA PAIX

L. Morin

Éditions St-Yves, 1985, 136 pages, ISBN 2-89034-024-4 12\$

L'ÉVALUATION CRÉATIVE, UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DES VALEURS

A. Ouellet

1983, 432 pages, ISBN 2-7605-0323-2 29\$

En vente dans toute bonne librairie ou chez l'éditeur:
Presses de l'Université du Québec
Tél.: (418) 657-3551, poste 2860 Télécopieur: 657-2096
cartes Visa et Master Card acceptées



PENSIONNAT DES SACRÉS-COEURS

1575, chemin des Vingt, St-Bruno, J3V 4P6

- PRÉSCOLAIRE 4 ANS
- PRÉSCOLAIRE 5 ANS
- PRIMAIRE 1ère À 6e ANNÉE

- Institution privée déclarée d'intérêt public dirigée par les Religieuses des Sacrés-Coeurs
- Pensionnat pour garçons et filles de 6 à 12 ans
- Externat pour garçons et filles de 4 à 12 ans
- Inscription dès maintenant pour septembre 1990.
- Téléphone: 653-3681

L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ DANS LES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES PROMIS À QUEL AVENIR ?

La gestion est-elle soucieuse d'être au service du développement des enseignements spécialisés ou n'utilise-t-elle pas indifféremment sa marge décisionnelle pour faire disparaître une partie de l'enseignement spécialisé au Québec?

Les sept Conservatoires de musique et les deux Conservatoires d'art dramatique, écoles gratuites et publiques du Ministère des Affaires culturelles, interviennent auprès d'étudiantes et d'étudiants selon leur rythme et leur talent et contribuent, par l'excellence de l'enseignement, à la formation professionnelle de musiciens, compositeurs, chanteurs et comédiens. Les responsables de la création culturelle, producteurs, metteurs en scène et chefs d'orchestre, reconnaissent l'excellence des interprètes formés dans ces mêmes Conservatoires. Même le Canada anglophone constate ce niveau d'excellence. Les gestionnaires francophones décideurs de leur avenir reconnaissent-ils ce niveau d'excellence?

Les huit Centres d'orientation et de formation des immigrants (C.O.F.I.), au rythme de l'apprentissage d'une langue seconde jumelée à l'intégration des immigrants, permettent à la société québécoise d'accueillir les nouveaux arrivants et de répondre, avec intelligence pédagogique, à leur besoin d'adaptation. La gestion peut-elle, sans tenir compte qualitativement des allophones, favoriser leur adaptation à la société francophone avec un régime pédagogique uniforme?

Les deux Instituts de technologie agricole au Québec (I.T.A.) développent des enseignements spécialisés en tenant compte de l'évolution de l'industrie agro-alimentaire du Québec. La gestion, éloignée de cette industrie, peut-elle initier, de manière contemporaine, leur développement?

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (I.T.H.Q.) contribue, par une formation professionnelle dans les domaines du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie, à l'essor de cette industrie. La gestion se préoccupe-t-elle de l'ensemble des contraintes de la formation spécialisée en tenant compte de l'évolution de cette industrie en 1990 et cela dans une perspective des dix prochaines années?

La gestion contribue-t-elle à l'accroissement des performances des enseignements spécialisés dans ces vingt maisons d'enseignement? Ne sera-t-elle pas plutôt le Maître d'œuvre de mesures favorisant un déséquilibre tel que ces maisons d'enseignement existeront peut-être encore pour un nombre impressionnant de gestionnaires d'immeubles, mais sans étudiantes et étudiants et sans professeurs?

Espérons que cette vision pessimiste découle du fait de la lenteur des négociations des conditions de travail de ces professeurs, la dernière convention étant échue depuis le 31 décembre 1988. Mais, pourquoi en attendant, la gestion n'aurait-elle pas le respect du sens des valeurs et de la compétence qu'elle a elle-même reconnue pour questionner ses professeurs afin de ressourcer collectivement le devenir de la pédagogie en s'appuyant sur les expériences antérieures vécues de première main par ses propres employés?

Le président,
Luc Perron

speq

SYNDICAT DES PROFESSEURS DE L'ÉTAT DU QUÉBEC

3446, rue St-Denis, Bureau 101, Montréal (Québec) H2X 3L3 — Téléphone: 845-1411

◆ Ordinateur

Le français écrit se porte mal au Québec. Ginette Landreville a mis au point un logiciel d'aide à l'écriture pour les enfants. L'UQAM a de son côté élaboré deux tests diagnostics. Le générateur de test Zig Zag permet de mesurer la compréhension en lecture d'un étudiant. On peut utiliser n'importe quel texte et varier le quotient de difficulté. Les étudiants qui ont de piètres résultats scolaires parce qu'ils sont de mauvais lecteurs sont alors repérés.

Par ailleurs, de plus en plus de didacticiens d'apprentissage en lecture et en écriture, de logiciels d'auto-formation font leur apparition. Plusieurs s'adressent de façon spécifique aux élèves qui connaissent des difficultés d'apprentissage de la langue.

En formation professionnelle, l'ordinateur est surtout utilisé en bureautique, en gestion, en éditique et typographie, en FAO, DAO et CAO, c'est-à-dire en fabrication, design et conception assistées par ordinateur, et pour l'apprentissage par simulation. Un bel exemple est ce simulateur pour les machines à commande numérique mis au point à l'Université du Québec à Hull. La pièce à usiner apparaît en trois dimensions sur l'écran. L'étudiant donne les commandes sur le clavier et voit immédiatement ses erreurs. Finis les bris d'équipement coûteux, les pièces gâchées, le retrait des machines de la chaîne de production pendant l'entraînement.

Martine Chomienne d'Apo Qué.

COLLÈGE INTER DEC

LE DESIGN VISUEL COMMERCIAL

Un choix de carrière

Étalage

Aménagement

Scénographie

Fabrication de décors

Aérographe (air-brush)

Aménagement par ordinateur McArchitron 2D-3D Version "5"

COURS DU SOIR DISPONIBLES

AIDE FINANCIÈRE

GOUVERNEMENTALE

DISPONIBLE



UNE FILIALE DE
GROUPE COLLÈGE LASALLE

SESSION
JANVIER ET AOÛT

845-2383

bec croit que d'autres secteurs pourraient être avantageusement développés : en couture pour le dessin des patrons et la coupe, en coiffure pour la stylisation, en menuiserie et travail du bois, en cuisine pour équilibrer les menus. Elle croit surtout que l'approche à privilégier doit être globale. « Pourquoi n'enseignerait-on pas en même temps le traitement de texte et la langue des affaires par exemple ? Trop souvent on se contente de montrer le mode d'emploi de l'outil sans plus ». L'ordinateur n'est pas élitiste : il accepte de servir toutes les classes d'élèves. Il y a encore de la place pour la recherche et l'expérimentation car ses possibilités sont immenses. Nous n'avons en fait encore rien vu !

◆ Doués

François Gagné est de ceux qui souhaitent que les enfants doués soient regroupés dans des classes spéciales. Il ne croit pas que cette formule présente des avantages sociaux tellement plus grands. « Un groupe d'enfants talentueux est homogène au plan de la performance scolaire. Il demeure beaucoup plus hétérogène qu'on ne le pense généralement sur le plan socio-économique ».

L'expérience de Carole Morelli semble confirmer cette observation. « Ce ne sont pas les enfants issus des milieux les plus riches qui sont nécessairement les plus doués. De plus, même dans un milieu défavorisé, il y a toujours des enfants qui en demandent plus. Tout est relatif ».

D'après François Gagné, l'écart entre les doués et les enfants en difficulté ne s'accroît pas si « ces derniers peuvent aussi aller au bout de leurs capacités par un enseignement adapté. Qu'on le veuille

ou non, il existe d'énormes différences dans la capacité d'apprentissage. Alors, laissons vivre la différence ».

La question des enfants doués est loin de faire l'unanimité dans le milieu de l'enseignement. À ceux qui, au nom de leur intégration sociale, refusent de leur accorder un traitement particulier, leurs défenseurs demandent : la société québécoise a-t-elle les moyens de se priver de leur potentiel ? La controverse ne semble pas sur le point de se terminer étant donné le manque d'intérêt manifesté par les décideurs tant dans les commissions scolaires qu'au ministère de l'Éducation et l'annonce d'un nouveau resserrement des ressources financières.

◆ Analphabète

l'accomplissement sécuritaire de toutes ces tâches. Il faut espérer qu'une telle formation sur mesure intégrée à l'horaire de travail se répande. Elle permet de rejoindre plus facilement les 17 % d'analphabètes qui font partie de la main-d'œuvre active. Or, les entreprises supportent des coûts directs élevés dus à l'analphabétisme : environ 1 \$ milliard au Québec et 4,2 \$ milliards au Canada. Ces coûts sont reliés aux accidents industriels, à la baisse de productivité et à la formation. Les coûts indirects multiplient par trois la facture sociale. Ces coûts sont de près de 3 \$ milliards au Québec et de 10,7 \$ milliards au Canada. Ils sont liés aux salaires très bas, au chômage et aux divers problèmes sociaux engendrés.

Voilà des raisons plus que suffisantes, pour les entreprises et les gouvernements, d'intensifier la lutte contre l'analphabétisme.

L'analphabétisme de tous les jours

- 13 % sont incapables de lire la posologie sur un flacon de médicaments ;
- 12 % sont incapables de signer son nom sur sa carte d'assurance sociale ;
- 25 % sont incapables d'encadrer le montant dû sur une facture de téléphone ;
- 33 % sont incapables d'écrire le montant dû, en chiffres, sur un chèque ;
- 37 % sont incapables de fournir les renseignements personnels requis dans une demande d'emploi ;
- 47 % sont incapables d'expliquer le contenu d'un texte simple de l'enquête ;

UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté des
sciences sociales

MAÎTRISE EN RELATIONS INTERNATIONALES DEVENEZ UN SPÉCIALISTE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Les Facultés des sciences sociales et de droit offrent depuis trois ans un programme de maîtrise à caractère professionnel et de nature multidisciplinaire en relations internationales.

En maîtrisant les notions propres au droit, à l'économie et à la science politique et en effectuant un stage en milieu professionnel, ce programme donne une formation à la fois académique et pratique qui répondra aux besoins des organismes privés, publics et parapublics opérant sur la scène internationale.

Durée de la maîtrise

Deux années à temps complet (période de stage incluse).

Nombre de crédits

Le programme est de 45 crédits et se répartit comme suit : 33 crédits pour les cours, 6 crédits pour le stage, 6 crédits pour l'essai.

Conditions d'admission

- Être titulaire d'un diplôme de premier cycle universitaire (baccalauréat) ;
- posséder un excellent dossier universitaire ;
- avoir une bonne connaissance du français et de l'anglais ;
- réussir certains cours pré-requis spécifiques dans les trois disciplines d'études.

Date limite pour soumettre une demande d'admission pour l'automne 1990 : le 1er mars 1990.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS :

Secrétariat du Programme de maîtrise en relations humaines internationales
Faculté des sciences sociales
Université Laval
Québec, Québec G1K 7P4
Tél. : (418) 656-3606

POUR OBTENIR UN FORMULAIRE DE DEMANDE D'ADMISSION :

Bureau du registraire
Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
Université Laval
Québec, Québec G1K 7P4

L'analphabetisation, c'est aussi un problème québécois

Jeanne Morazain

L'ORGANISATION des Nations Unies (ONU) a déclaré l'année 1990, Année de l'alphabétisation. Si vous pensez qu'il s'agit d'un problème propre au tiers monde, détrompez-vous. Malgré notre développement industriel et notre niveau de vie, nous avons « nos » analphabètes. Pire, ils sont de plus en plus nombreux à avoir moins de 35 ans.

Un Québécois sur 10 ne sait ni lire, ni écrire, ce qui en fait un analphabète complet. Un autre 18 % de la population compte moins de neuf ans de scolarité et tombe dans la catégorie des analphabètes fonctionnels. Au total donc, 28 % de la population connaissent des difficultés sérieuses dans la vie courante (voir encadré). Ce triste bilan place le Québec à l'avant-dernier rang des provinces canadiennes, juste derrière Terre-Neuve.

Autrefois, les analphabètes se recrutaient surtout chez les 45 ans et plus. Aujourd'hui, la majorité de ceux qui s'inscrivent à des cours ont entre 16 et 35 ans. Ce rajeunissement de la clientèle est inquiétant. Il n'est pas sans relation avec le fait que de plus en plus de jeunes quittent l'école avant la fin de leurs études secondaires.

Pour régler le problème de l'analphabetisme, il ne suffit donc pas d'enseigner à lire, à écrire et à compter aux analphabètes actuels. Il faut éviter d'en créer de nouveaux en luttant contre le décrochage scolaire. D'autant plus que le développement technologique viendra accentuer encore la sous-scolarisation. Si aujourd'hui moins de neuf ans de scolarité font de vous un analphabète, demain ce seuil sera probablement ramené à 12 ans.

Deux réseaux principaux s'occupent d'alphabétisation au Québec : les commissions scolaires et les groupes populaires réunis au

sein d'un regroupement provincial. Les premières ont accueilli, en 1988-89, 16 478 personnes dont 56,3 % étaient des femmes et 53,9 % âgées entre 16 et 35 ans. Le second a touché près de 5000 personnes au cours de la même période : la moitié avait moins de 30 ans, la moitié était aussi des femmes. Nicole Boily, directrice de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) constate que chaque réseau inscrit l'alphabétisation dans un processus différent : « Pour le réseau institutionnel, l'alphabétisation fait partie d'une démarche de scolarisation alors que pour les groupes populaires, elle est placée dans la perspective plus large d'une pleine participation à la société. » Côté financement, les commissions scolaires bénéficient d'une enveloppe budgétaire ouverte pour les services directs à la population. Le financement des groupes populaires demeure précaire, insuffisant et inférieur à celui des commissions scolaires. Ils ont reçu 2 \$ millions en 1988-89 contre 23 \$ millions pour les commissions scolaires.

Les personnes qui s'inscrivent dans une commission scolaire ont droit à une banque individuelle de 2000 heures de cours, incluant les cours autres que les cours d'alphabétisation. Ce plafond, qu'il est question d'abaisser, a des répercussions pour les groupes populaires, comme l'explique Louise Miller, du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. « L'alphabétisation est un processus lent. Quand ils ont épuisé leur banque, les gens se retournent vers nous avec, souvent, une référence de la commission scolaire. Si le plafond était diminué, nous récupérerions encore plus de clientèle des commissions scolaires, ce que nous ne voulons pas. »

Il n'est pas facile de se reconnaître comme analphabète et de reprendre le chemin de l'école. Le manque de confiance en soi, un sentiment de honte accompagnent souvent l'analphabetisme. Les anal-

phabètes se croient « nés pour un petit pain », sont mal à l'aise face à leurs enfants, démunis dans une société « à formulaires », isolés par leur handicap. Pour la majorité, l'école a été une expérience malheureuse et symbolise l'échec. La décision d'y retourner demande du courage surtout que la pente sera longue à remonter. L'approche pédagogique se ressemble de plus en plus, quel que soit le réseau : elle s'enracine d'abord sur le vécu. On part de la liste d'épicerie à faire, de la demande d'emploi à remplir, du renouvellement du bail, des étiquettes à lire, du budget à se donner, du chèque à signer, etc. On se sert des journaux, des menus de restaurant, de la carte du métro et du réseau d'autobus...

Les groupes populaires semblent toutefois accorder plus d'importance à l'aspect communautaire et collectif et favoriser davantage la participation des « élèves » dans la prise de décision et l'orientation des activités. Cela donne à chaque

groupe une personnalité propre. Il faut noter cependant que les commissions scolaires s'associent souvent avec des groupes populaires dont elles suscitent ou appuient la formation.

L'innovation est bienvenue lorsqu'elle facilite l'alphabétisation ou aide à rejoindre la clientèle. La salle de classe traditionnelle, souvent associée à de mauvais souvenirs, cède la place à la cuisine. Le traitement de texte fait son apparition dans plusieurs groupes. Des parents sont invités à s'initier ou à réviser les rudiments de la lecture, de l'écriture, du calcul, en suivant de très près les apprentissages de leurs propres enfants, afin de les aider à faire leur devoir. C'est le programme. Apprendre avec son enfant de la CECM.

Une avenue se dessine de plus en plus : l'alphabétisation en milieu de travail. La CECM a décidé de l'emprunter résolument en 1990. C'est ainsi qu'un groupe de 18 personnes de la Villa Medica à Montréal pro-

fite, depuis janvier, d'un cours de deux heures par semaine, réparti sur deux jours, et qui se donne sur les lieux de travail, durant les heures de travail. Il est destiné aux employés d'entretien et à ceux du service alimentaire. La majorité sont des femmes qui, pour des raisons culturelles et familiales, n'auraient pu suivre des cours à l'extérieur le soir.

L'idée de ce cours s'est imposée au responsable de l'entretien ménager de la Villa Medica lorsqu'il a dû appliquer la loi sur l'identification des produits dangereux. « À quoi sert-il d'afficher des avis, de coller des étiquettes de mise en garde, de mode d'emploi et de premiers soins, si ceux qui utilisent les produits ne savent pas lire », se demande Réjean Beauregard. Dans les cuisines, ceux qui placent les aliments dans les plateaux doivent pouvoir lire les menus, les choix du patient comme les diètes spéciales. Le cours a pour premier objectif

Voir page 22 : Analphabetisme

DEVENEZ CADRE SUPÉRIEUR

Il vous suffit de suivre le programme du diplôme en management (appliqué) de McGill sans pour autant interrompre vos activités professionnelles.

Des professeurs et des spécialistes de gestion ainsi que des cadres d'entreprises vous enseigneront les techniques et théories de la gestion moderne pour vous permettre d'accéder à un poste de cadre supérieur. En suivant des études à temps partiel qui vous prendront au moins 10 heures par semaine, ce qui inclut les cours et les heures de préparation, vous devriez être en mesure d'obtenir ce diplôme de classe internationale en l'espace de deux ans.

Déjà diplômé(e) du 1er cycle universitaire, vous choisirez au moins 5 cours parmi un ensemble de 10 cours de tronc commun couvrant les domaines suivants : économie et finance, systèmes intégrés de gestion et marketing, théorie comptable, psychologie et politique industrielles et méthodes quantitatives. Par ailleurs, vous pouvez choisir 5 cours au choix parmi un groupe de 11. Les droits s'élèvent à 72 \$ par cours.

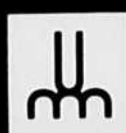
Faites votre demande d'admission avant le 15 février pour être déclaré admissible au trimestre d'été qui débute le 7 mai 1990.

Pour de plus amples renseignements ou pour un entretien avec un conseiller pédagogique du département d'études de 2e cycle en management téléphones-nous au 398-6170.



McGill Centre d'éducation permanente

L'endroit parfait pour vous perfectionner.



Université de Montréal
Faculté des sciences
de l'éducation

PROGRAMMES D'ÉTUDES

	Premier cycle	Études supérieures
Administration de l'éducation	☐	☒
Andragogie	☐	☒
Applications pédagogiques de l'ordinateur	☐	☒
Didactique	☐	☒
Éducation*	☒	☐
Éducation comparée	☐	☒
Éducation comparée et internationale	☐	☒
Éducation préscolaire et enseignement primaire*	☒	☐
Enseignement de l'expression dramatique	☐	☒
Enseignement du français, langue maternelle au primaire	☐	☒
Enseignement secondaire et/ou collégial	☐	☒
Fondements de l'éducation	☐	☒
Général	☐	☒
Mesure et évaluation en éducation	☐	☒
Orthopédagogie*	☒	☐
Psychopédagogie	☐	☒
Technologie éducationnelle	☐	☒

Légende : certificat mineur ■ majeur ■ diplôme ● maîtrise ◀ doctoral ◆
* Le B.Sc. en éducation est composé du Majeur en éducation et, soit du Mineur en éducation préscolaire et enseignement primaire, soit du Mineur en orthopédagogie.

Renseignements : Par correspondance ou au téléphone :
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Qc) H3C 3J7
Tél. : (514) 343-7622
FAX : (514) 343-2283

En personne :
Bureau d'information
Faculté des sciences de l'éducation
Université de Montréal
Pavillon Marie-Victorin
90, ave. Vincent-d'Indy
Bureau B-336
Montréal (Outremont)

25^E
ANNIVERSAIRE
1965-1990
Faculté
des sciences
de l'éducation

LES ÉDITIONS DU MÉRIDIEN PUBLIENT DES OUVRAGES DE PREMIER ORDRE

• Littérature • Architecture et Beaux Arts • Environnement • Histoire
• Science politique • Criminologie • Jeunesse • Psychologie



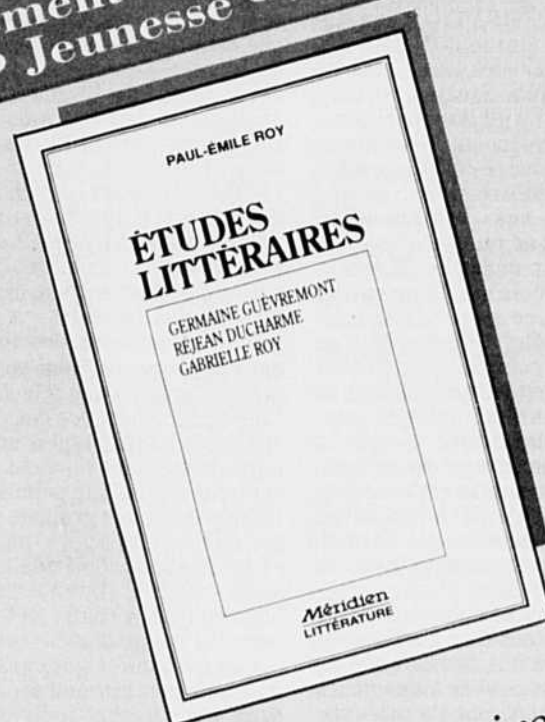
Le Québec de demain
et les communautés
culturelles

24,95 \$



Bilinguisme et
enseignement du français

24,95 \$



Études littéraires

19,95 \$

Orientation
changer sans tout casser



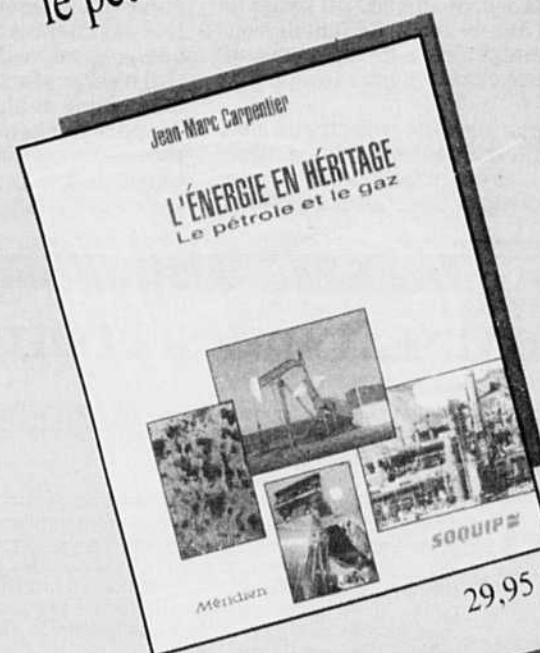
14,95 \$

Découvrir l'histoire
par l'architecture



19,95 \$

L'Énergie en héritage,
le pétrole et le gaz



29,95 \$

DEMANDEZ AUJOURD'HUI NOTRE CATALOGUE D'ÉDITION

Médien
ÉDITIONS DU MÉRIDIEN

1980 ouest, rue Sherbrooke
bureau 520
Montréal, H3H 1E8
Téléphone: 932-9037
Télécopieur: 932-3986 Fax

En vente chez votre libraire

DIFFUSION ET DISTRIBUTION: CANADA: DIMÉDIA / BELGIQUE: ACADÉMIA / FRANCE: CQFDL-DERVY / SUISSE: ALBERT LE GRAND.